

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Face à la crise capitaliste

**Textes et discussions
du congrès de Lutte ouvrière**

- **L'aggravation de la crise**
- **La situation internationale**
- **La situation intérieure**
- **Discussions**
- **Interventions de groupes invités**



Au sommaire de ce numéro

Le 50 ^e congrès de Lutte ouvrière	1
L'aggravation de la crise de l'économie capitaliste	2
La situation internationale	12
La situation intérieure	21
Motion	25
Discussion sur les textes d'orientation (extraits)	26
Interventions de groupes invités (extraits)	39

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 — BIC PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union

communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail :

contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.

Le 50^e congrès de Lutte ouvrière

Ce numéro rassemble les textes et discussions du cinquantième congrès de Lutte ouvrière, qui s'est réuni les 19 et 20 décembre dernier. Quatre textes d'orientation étaient soumis à la discussion et au vote des délégués :

- L'aggravation de la crise de l'économie capitaliste ;
- La situation internationale ;
- La situation intérieure ;
- Aujourd'hui comme hier, socialisme ou barbarie.

Ces quatre textes ont été adoptés à l'unanimité, et nous nous félicitons de ce que cela traduit de cohérence politique dans nos rangs. Nous publions ci-dessous les trois premiers textes, le quatrième ayant déjà été publié dans *Lutte de classe* (n° 211, novembre 2020).

Par ailleurs, le congrès a adopté unanimement une motion pour la candidature de Nathalie Arthaud à l'élection présidentielle de 2022, motion que nous publions également ci-dessous. L'ensemble de ces textes avaient été rédigés à la fin du mois d'octobre et au début du mois de novembre, et soumis à la discussion.

Le congrès a largement discuté des crises sanitaire et économique, et des problèmes qu'elles posent aux communistes révolutionnaires que nous sommes. Nous avons dressé un bilan de notre activité au cours de l'année écoulée, évoqué les comptes de notre parti et la diffusion de notre presse. Comme nos lecteurs le savent, nous avons dû annuler notre fête annuelle à Presles, mais quelques fêtes régionales ont pu se tenir. Nous sommes revenus sur notre participation aux élections municipales de mars 2020, où Lutte ouvrière a présenté 260 listes dans 240 communes. Nous avons évoqué les élections régionales de 2021, où nous comptons également nous présenter.

Ci-après, nous reproduisons également des extraits des discussions sur les textes d'orientation et sur nos tâches.

Des représentants d'organisations liées à Lutte ouvrière au sein de l'Union communiste internationaliste (trotskyste) ont également participé à notre congrès. Des camarades de Combat ouvrier (Martinique et Guadeloupe), de l'UATCI (Côte d'Ivoire), de l'OTR (Haïti), de Workers' Fight (Grande-Bretagne), de Sınıf Mücadelesi (Turquie), de Bund Revolutionärer Arbeiter (Allemagne) et de l'île de La Réunion ont pris la parole. Nous reproduisons quelques extraits de leurs interventions.

Enfin, le congrès a élu les organes de direction de Lutte ouvrière : comité central et comité exécutif.



L'aggravation de la crise de l'économie capitaliste

La crise de l'économie capitaliste a connu cette année une aggravation brutale. La pandémie du coronavirus en a été un facteur d'amplification, mais pas la cause fondamentale. La concorde et l'interaction entre la crise économique et la crise sanitaire ont en revanche servi à nombre d'économistes de la bourgeoisie à brouiller la réalité entre ce qui est dû à l'interruption forcée de l'activité économique et ce qui est dû au fonctionnement du capitalisme en crise.

Les spécificités mêmes de cette aggravation de la situation économique s'intègrent pourtant dans l'évolution générale de l'économie capitaliste mondiale à l'époque de sa « crise séculaire », dont les premières manifestations ont été la crise, puis l'effondrement du système monétaire international de Bretton Woods en 1971, la chute brutale de la production des premières années 1970 et le premier choc pétrolier en 1973.

Cette période d'un demi-siècle a été jalonnée d'une succession de secousses, le plus souvent financières, suivies de reprises. Au-delà de ces fluctuations, l'économie capitaliste est marquée par la stagnation, voire le recul des investissements productifs, entraînant partout la persistance du chômage de masse. Ni les phases d'expansion ni les phases de récession n'ont cependant stoppé le mouvement de concentration des grandes fortunes entre un nombre de mains de plus en plus restreint.

L'accumulation du capital à l'échelle internationale qui se fait, à l'époque de l'impérialisme, sous la forme de capital financier délaissé de plus en plus la forme de capital in-

dustriel – usines, extraction minière, réseaux de transport –, pour privilégier les opérations financières. La grande bourgeoisie qui possède les grandes entreprises multinationales dispose en permanence d'énormes excédents financiers. Faut-il avoir intérêt à investir dans la production d'une manière qu'elle estime profitable, elle y substitue les placements financiers. Il en résulte une financiarisation croissante de l'économie mondiale, avec une multitude de conséquences aussi bien pour

le fonctionnement de cette dernière que pour la gestion de chaque entreprise.

C'est cependant la production de la plus-value, sa réalisation par la vente sur le marché et sa capitalisation, qui assure la reproduction du capital et son accumulation. C'est ce processus qui, en même temps qu'il recommence les cycles de production, transforme l'argent en capital, en puissance sociale, en reproduisant sans cesse les rapports capitalistes.

La prédominance des inté-



rêts financiers sur les intérêts productifs ne change pas la plus-value globale. Elle assure seulement aux opérations financières un avantage dans la répartition de cette plus-value globale. La financiarisation croissante mine en réalité l'économie capitaliste et aggrave ses contradictions, tout en en dissimulant certaines.

ÉTATISME D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

À chaque secousse financière qui menaçait de déboucher sur ce que leurs économistes appellent une « crise systémique », les États impérialistes ont administré comme remède une injection massive d'argent et de crédits dans l'économie d'une part, et d'autre part se sont efforcés de faciliter les placements et déplacements des capitaux financiers. Il en résulte, de crise en crise, une croissance extrêmement rapide de liquidités, de crédits et de dettes à l'échelle internationale. Le volume extravagant du capital-argent accumulé et la facilité avec laquelle des sommes énormes peuvent se déplacer à la recherche de placements avantageux donnent à la vie économique un caractère instable, fiévreux, frisant l'embolie en permanence. Les milliards déversés dans les circuits financiers au cours des dernières semaines n'ont fait que gonfler le volume des capitaux-argent errants. Les détenteurs de capitaux n'ont pas plus de raisons qu'auparavant de les orienter vers les investissements productifs. Les appels des gouvernements pour les inciter à utiliser les sommes distribuées afin de relancer les investissements ne peuvent rien contre cette loi de base du capitalisme : on ne produit qu'en fonction de ce qu'on espère vendre avec profit. L'expression populaire « On ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif » a beau

être archi-usée pour décrire la réticence des capitalistes à investir dans les productions ou les services utiles à la société, elle n'en est pas moins vraie.

Les astuces de l'économie financiarisée pour substituer à ces investissements absents les opérations sur des myriades de titres n'atténuent en rien la contradiction entre la dynamique de la production capitaliste et les limites du marché, c'est-à-dire de la consommation monnayable. Le marché s'étend beaucoup trop lentement eu égard aux besoins de la production capitaliste. Les sommes déversées par les États n'élargissent pas les marchés. L'accroissement du chômage contribue, au contraire, à les restreindre.

« Plan de relance », voilà le joli intitulé que les gouvernements de tous les pays ont donné aux milliards déversés dans l'économie.

Cent milliards débloqués par le gouvernement français. Cent-trente milliards par l'Allemagne. « *Historique* », affirmait *Le Monde* le 8 septembre 2020, en ajoutant : « *En quelques semaines, avec une vitesse et une détermination qu'on ne lui connaissait guère, l'Allemagne s'est affranchie de tabous qui formaient le cœur de sa politique*

économique depuis des années. » « *Berlin a adopté dès le 3 juin, un mois tout juste après le début des premières mesures de déconfinement, un monumental plan de relance de 130 milliards d'euros.* » « *Le budget voté au mois de juin prévoit l'émission de nouvelles dettes, portant l'endettement total de l'année 2020 à 218,5 milliards d'euros, du jamais vu.* »

Plus significative encore d'un véritable tournant est l'attitude de l'Allemagne vis-à-vis de la décision des chefs des États de l'Union européenne d'une sorte de plan de relance de 750 milliards d'euros. Plus surprenant que le montant faramineux de ce plan, composé d'un cocktail de subventions et de crédits, est le fait que, pour la première fois, l'Allemagne, principale puissance impérialiste de l'Union européenne, n'a pas mis son veto devant une forme de mutualisation de l'emprunt et du remboursement pour financer cette somme. Les représentants de la bourgeoisie allemande ont accepté de financer, au moins partiellement, l'endettement des pays impérialistes d'Europe plus endettés que l'Allemagne, mais aussi des pays de l'Est de l'Union européenne, plus pauvres. Il est vrai que si les dirigeants



Marchandages serrés lors du sommet européen des 18 et 19 juillet 2020, pour décider un emprunt mutualisé de 750 milliards d'euros.

de Pologne et de Hongrie ont pu présenter comme une victoire d'obtenir la garantie de l'Union européenne pour leurs emprunts sur le marché des capitaux, leurs principales entreprises, qui seront les grandes bénéficiaires des subventions et des prêts issus de la manne européenne, appartiennent à des capitaux allemands ou français (Audi, Mercedes, Peugeot, Renault, Volkswagen...) et, accessoirement, japonais.

Les États-Unis de Trump, pourfendeur de l'étatisme et griot du laisser-faire du capitalisme américain, se sont comportés comme les autres États. Ils ont annoncé un « plan de relance économique historique », d'un montant de 2 000 milliards de dollars, soit trois fois plus que le plan Paulson après la crise des subprimes. Pour ne pas être en reste, les démocrates viennent de promettre 2 200 milliards de dollars, au cas où leur candidat viendrait à accéder à la présidence.

C'est l'affirmation crue de l'étatisme au secours du capital privé, « quoi qu'il en coûte » pour reprendre l'expression de Macron. Cela vient après des années de discours sur les vertus des marchés, la nécessité de l'équilibre budgétaire, le caractère mortifère de la dette publique et autres balivernes qui ont servi de justification aux politiques d'austérité, que tous les gouvernements ont imposées à leurs peuples. C'est au nom de ces politiques que les banquiers des puissances impérialistes ont étranglé la Grèce et ses classes populaires.

Virage brusque dans le langage des dirigeants. Désormais, les banques centrales de tous les pays impérialistes, comme la Banque centrale européenne, tiennent guichets grand ouverts devant le système bancaire et les grandes entreprises. Le taux d'intérêt tourne autour de zéro, voire descend en dessous. Les déficits budgétaires

s'envolent sans que les avocats les plus bruyants de l'orthodoxie budgétaire y trouvent à redire.

Ce qui marque les interventions présentes des États impérialistes, c'est leur caractère purement financier. L'État ne cherche pas à pallier directement la défaillance de l'investissement privé par des investissements publics. Rien de comparable, en France, aux investissements pris en charge par l'État au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale pour permettre à l'économie capitaliste de redémarrer après les destructions de la guerre. Rien de comparable, aux États-Unis, aux grands travaux du New Deal de Roosevelt, pourtant modestes par leur ampleur en matière de construction de logements ou d'électrification des campagnes. Pas de grands travaux non plus en Allemagne où les infrastructures routières vieillissent – une bonne partie du réseau autoroutier date du temps de Hitler ! – et certains ponts doivent être fermés de peur qu'ils ne s'écroulent.

Rien que l'impréparation du système hospitalier en France face au coronavirus, persistant malgré l'alerte qu'a constituée la première vague, faute de lits, d'équipements et, surtout, de personnel compétent

en nombre suffisant, illustre à quel point, à lui seul, ce secteur serait un vaste champ pour des investissements étatiques utiles.

Le débat vaguement esquissé en France parmi le personnel politique de la bourgeoisie, autour de la question de savoir s'il faut conditionner ou pas les aides et les crédits aux entreprises capitalistes, est significatif. Quelle que soit la somme accordée à une entreprise sous forme d'aide ou de crédit, elle l'est à fonds perdus. L'entreprise, c'est-à-dire ses propriétaires ou gros actionnaires, touche l'argent, se fait payer une partie importante de ses dépenses en salaires, se fait accorder des facilités pour rembourser ses dettes, sans la moindre obligation de consacrer de l'argent à l'investissement productif, sans même la moindre obligation de ne pas licencier ou de ne pas fermer ses usines. Elle fait ce qu'elle veut avec l'argent touché. Non seulement l'État vient au secours des capitaux privés, mais il accepte par avance – c'est-à-dire, il encourage – que les capitalistes puissent orienter l'argent-cadeau vers les opérations financières.

Alors la relance, c'est surtout celle de la spéculation !



Pas de plan de relance massif prévu pour le personnel de santé.



Elon Musk, patron de Tesla et de SpaceX, a annoncé une nouvelle batterie pour ses voitures électriques, lors de son «battery day» du 22 septembre dernier.

Alors que les sommes promises n'avaient même pas été réparties, la spéculation n'a pas attendu pour s'intensifier. Les marchés financiers n'ont même pas vraiment besoin de ces sommes. Les taux d'intérêt nuls, voire négatifs, suffisent en eux-mêmes.

« Wall Street renoue avec les « années folles » précédant le krach de 1929 », titrait *Les Échos* du 2 septembre 2020. Et d'écrire avec un certain humour : « *Les effets secondaires du Covid sont décidément bien curieux. Chez certains, la perte du goût ou de l'odorat s'est accompagnée d'un besoin irrationnel de thésauriser..., pour d'autres, c'est une furieuse envie de boursicoter. Aux États-Unis et en Europe, en France même, les particuliers confinés devant leur écran ont découvert ou redécouvert les joies du trading en solitaire. Au point qu'à Wall Street, ils représentent désormais 20 % des volumes traités chaque jour, contre moins de 2 % après la crise de 2009.* »

Quelques nuances sont à apporter à ce constat : ce sont les grandes entreprises, la grande bourgeoisie, qui sont, et de loin, les principales actrices des marchés financiers. Et même les boursicoteurs qui ne jouent pas dans la cour des grands, parmi ceux qui ont cette « furieuse en-

vie de boursicoter », sont généralement issus de la petite bourgeoisie plus ou moins argentée, et bien peu sont des salariés même parmi les mieux payés. Lorsque la spéculation porte sur des actions en Bourse, elle a par nature un rapport avec la production, ou plus exactement avec les entreprises qui produisent. Mais ce sont des anticipations spéculatives qui font que la capitalisation boursière de l'entreprise automobile Tesla, d'Elon Musk, dépasse celle de Toyota. Tesla n'a pourtant produit et vendu que 400 000 véhicules, alors que Toyota en a vendu 13 millions. Mais le fait que Tesla fabrique des voitures électriques sonne comme une promesse de développement pour l'avenir. Du coup, ses actions s'arrachent et les cours ont augmenté en quelques mois de 950 % ! Même attirance, et pour les mêmes raisons, pour les grandes firmes de l'informatique. Le cours en Bourse des actions d'Apple a doublé en moins de six mois. Sa capitalisation boursière représente 2 000 milliards de dollars, c'est-à-dire à peu près le PIB de l'Italie, un pays de plus de 60 millions d'habitants !

C'est la spéculation boursière sur des actions de la high tech qui rapporte le plus gros et dans les délais les plus courts. À côté des grands groupes finan-

ciers, elles attirent les gogos des classes dites moyennes.

Mais ce sont aussi les paris les plus risqués : en témoigne la fluctuation brutale des hauts et des bas des cours boursiers. Si des millions fictifs peuvent se gagner en un jour, ils peuvent se perdre aussi du jour au lendemain.

Dans le jeu du grand casino financier, sont gagnants ceux qui sont suffisamment riches et puissants pour tirer profit des hauts et des bas. En pariant sur tous les chevaux, le parieur a plus de chances de gagner que s'il mise sur un seul.

Mais les grands opérateurs du marché financier, qui jouent leur argent ainsi que celui de la grande bourgeoisie – il y a de puissantes officines financières spécialisées dans ce type d'opérations, genre BlackRock –, ont en même temps besoin de placer leur argent sur des valeurs plus stables à long terme.

La dette publique est depuis le début du capitalisme, voire depuis le temps des rois, un des plus grands pourvoyeurs en la matière. Dans ce monde d'instabilité qu'est le marché financier, ce sont les titres de dettes émis par les États qui apparaissent les plus sûrs, et c'est là que le futur emprunt européen, du fait de sa mutualisation, écriète dans une certaine mesure la différence entre les emprunts émis par l'Allemagne et ceux émis par l'Italie, l'Espagne et, pire encore, la Grèce. Les sommes déversées dans l'économie, et la nécessité pour les États de les rembourser après la crise du coronavirus, fournissent des volumes considérables de matière première à l'« industrie financière ».

Bien avant qu'arrivent la pandémie et le ralentissement de la production et des échanges qu'elle a entraîné, les esprits les moins obtus de la bourgeoisie ont sonné l'alarme devant les menaces que représentaient pour le capitalisme l'ex-

cès de liquidités et les déplacements chaotiques de capitaux, causes et conséquences de la financiarisation de l'économie capitaliste. « Nous entrons dans l'ère de la crise financière permanente, jusqu'à ce qu'un coup de tabac, plus dévastateur que les autres, déclenche une nouvelle crise mondiale et mette la planète à feu et à sang. » Ces lignes de l'économiste Patrick Artus dans son livre *La folie des banques centrales*, sous-titré *Pourquoi la prochaine crise sera pire*, datent de 2016. Mais pas plus lui que quiconque ne maîtrise l'évolution de l'économie capitaliste.

La menace d'effondrement du système bancaire en 2008 a été un sérieux avertissement. Les dirigeants politiques des pays impérialistes et les vedettes du monde financier se sont relayés à l'époque pour promettre qui une réglementation, qui une réorganisation, qui la mise en place d'institutions de contrôle. Résultat : dix ans après, le montant de la dette mondiale (États, entreprises non financières, ménages) a pratiquement doublé (cahier économique du *Monde* du 14 septembre 2018).

« Au niveau mondial, la dette publique et privée, qui représentait 61 % du PIB en 2001, 116 % en 2007... pèse 225 % en 2018, selon les chiffres du FMI », écrivait *Les Échos* des 14 au 15 septembre 2018. Le même article commentait sobrement : « Les banques centrales ont du mal à revenir à une politique monétaire plus normale. » L'État et ses interventions ont joué un rôle majeur dans le développement capitaliste tout au long de son histoire. L'étatisme a accompagné, voire précédé le développement du capitalisme industriel. Il n'y a pas lieu de revenir ici sur son importance décisive aux débuts du capitalisme moderne, aussi bien en Angleterre, berceau du capitalisme industriel, qu'en France. Rappelons cependant le rôle joué en Angleterre par



Der Adler Tedesca (l'Aigle allemand), le premier train allemand, lancé en 1835, qui roule encore...

le développement étatique des transports – creusement de canaux, construction de routes, de chemins de fer –, sans même parler de la construction navale qui donna à la Grande-Bretagne la primauté sur les mers. En France, où la révolution industrielle a suivi avec retard la Grande-Bretagne, on ne peut pas négliger l'étatisme à la Colbert, déjà sous la monarchie absolue, qui a déblayé le terrain pour les capitaux privés, aussi bien pour l'émergence d'une industrie du textile que pour la sidérurgie. Les hauts fourneaux du Creusot, bien que construits avec des capitaux privés (où l'on retrouve déjà un de Wendel), avaient bénéficié de l'aide financière du gouvernement de Louis XVI. Ces hauts fourneaux firent ensuite la fortune de la famille Schneider.

La construction des chemins de fer a joué un rôle majeur dans l'unification politique d'une Allemagne morcelée, mais aussi comme rampe de lancement du capitalisme allemand dans l'industrie lourde.

Le rôle de l'État a été prédominant également dans l'industrialisation du Japon de l'ère Meiji. L'étatisme en faveur de la bourgeoisie montante était

un étatisme progressiste du point de vue de l'évolution de la société. Il participait au développement du capitalisme en train de se substituer à ce qui survivait de l'économie féodale. Il a perdu ce caractère progressiste avec l'émergence de l'impérialisme, âge sénile du capitalisme, celui de la concurrence mondiale du capital et tout ce qui en dérivait : mise de l'État au service des groupes monopolistes et de leurs intérêts, militarisme, conquête des colonies, dépenses d'armement et emprunts internationaux comme moyens de favoriser la pénétration du capital dans les pays peu ou pas développés. Aujourd'hui, l'étatisme est réactionnaire dans tous les aspects de son intervention.

Constatant que « l'impérialisme est une immense accumulation de capital-argent dans un petit nombre de pays », Lénine soulignait, il y a plus d'un siècle, le « parasitisme et la putréfaction du capitalisme » arrivé à son stade impérialiste. Cette accumulation de capital-argent dans les pays devenus impérialistes ne trouvait déjà plus d'emploi profitable dans ces pays. D'où la tendance à l'exportation de capitaux se

substituant à l'exportation de marchandises, une des caractéristiques essentielles de l'économie de l'ère impérialiste.

Ces exportations de capitaux ont fait émerger les relations impérialistes entre nations, c'est-à-dire la subordination des nations maintenues dans l'arriération par rapport aux puissances impérialistes. Une partie des capitaux exportés finissait cependant par se transformer en capital productif.

Analysant l'économie capitaliste dans son ouvrage *L'accumulation du capital*, Rosa Luxemburg insistait sur le rôle du militarisme, de la construction du chemin de fer et de l'emprunt international, comme champ d'action du capital.

Parlant de l'emprunt international, elle affirmait: «*Il sert à transformer le capital-argent en capital productif au moyen d'entreprises nationales comme la construction des voies ferrées et la fourniture d'armement; il sert à transférer le capital accumulé des anciens pays capitalistes dans les nouveaux pays capitalistes.*» Mis à part le financement des fournitures d'armement aux dictateurs des pays pauvres, ce rôle des prêts inter-

nationaux s'est réduit, voire a disparu.

Les emprunts internationaux des pays pauvres – c'est-à-dire les prêts des institutions financières des pays impérialistes – servent aujourd'hui surtout à leur passer le nœud coulant de la dette financière, pour les étrangler sans même que cela entraîne des retombées sur la production ou les transports de ces pays.

La financiarisation croissante de l'économie porte le parasitisme de l'impérialisme à un degré plus élevé encore, tout en conservant les rapports de subordination. Les emprunts internationaux ne laissent même plus de traces dans l'économie productive, ou à peine.

Les emprunts du pays encore sous-développé qu'était la Russie tsariste se sont encore traduits par la construction de lignes de chemin de fer, et les exportations de capitaux français, anglais ou allemands par la création et le développement de grandes usines, comme Poutilov, devenue un des bastions du prolétariat russe, avec le rôle que l'on sait pour la prise de pouvoir en 1917. À l'époque déjà, une des fonctions essen-

tielles des emprunts internationaux était le financement des dépenses d'armement de la classe privilégiée contre son propre peuple. À notre époque, cette fonction est devenue quasi exclusive.

Alors, les plans de relance relanceront quoi, au juste? Ils relanceront les opérations financières et la spéculation à coup sûr! Comment et quand cela débouchera-t-il sur une catastrophe financière? L'avenir le dira.

Le rebondissement actuel de la crise a déjà profondément affecté certaines activités économiques. Il en a favorisé d'autres.

Les périodes de crise sont des périodes de guerre à mort fondamentalement entre la grande bourgeoisie et le prolétariat, mais aussi entre capitalistes. Même lorsque l'activité productive repartira, elle sera marquée par des déplacements de capitaux importants, par un bouleversement des rapports de force entre grands groupes capitalistes. C'est précisément à travers la concurrence aiguë, la disparition d'entreprises et les concentrations que se fait la régulation économique dans le système capitaliste.

NOTRE PROGRAMME RÉSULTE DE LA SITUATION OBJECTIVE

Notre problème n'est pas de deviner qui sortira vainqueur de la rivalité entre capitalistes, aiguë par la crise, mais de militer pour un programme de combat pour préserver la classe ouvrière.

Depuis le début de l'année, la plongée des classes laborieuses dans la pauvreté est déjà visible. Elle continuera jusqu'à ce que la dépression atteigne son point le plus bas. Quand et comment? Nous n'en savons évidemment rien.

Nous devons continuer à



Les usines Poutilov après la révolution d'octobre 1917 : un meeting durant la guerre civile.



La foule venue soutenir les grévistes qui occupent les usines General Motors à Flint, dans le Michigan, aux États-Unis, en 1936-1937.

avancer le programme de défense des intérêts des travailleurs, inspiré du *Programme de transition*. Nous devons persévérer et populariser ce programme sans nous décourager, sans escompter dans l'immédiat une réaction explosive de la classe ouvrière. Il est tout à fait dans l'ordre des choses que la première réaction de notre classe face aux coups qui redoublent soit de l'inquiétude, de l'attentisme, avec tout ce que cet état d'esprit peut favoriser comme faux espoirs dans telle ou telle façon de surmonter la crise de l'économie sans toucher au règne du grand capital ou bien comme illusions dans un sauveur suprême.

Même lors de la précédente grande crise du capitalisme, après le krach du Jeudi noir de 1929, les premières réactions massives de la classe ou-

vrière sont survenues des années après. Et rappelons que la même intensification de la lutte de classe, qui allait aboutir aux grandes mobilisations de la classe ouvrière, de juin 1936 en France à l'insurrection ouvrière en Espagne, en passant par les puissantes grèves aux États-Unis, a aussi porté au pouvoir la pire forme de régime pour préserver la domination de la bourgeoisie, le nazisme.

L'attentisme de la classe ouvrière est encore renforcé par l'attitude de la bourgeoisie dans les pays impérialistes, principalement dans ceux qui ont une forte tradition étatiste.

En France en particulier, l'État a cherché et cherche encore à préserver les amortisseurs sociaux en y ajoutant, en cette période de crise, une prise en charge partielle du chômage d'une partie de la classe

ouvrière.

Les mesures du gouvernement sur le chômage partiel ne sont certainement pas un signe de générosité de sa part. Les capitalistes et surtout leurs représentants politiques veulent préserver la possibilité d'une reprise. Ils préfèrent garder ceux de leurs salariés dont ils ne pourraient pas se passer en cas de redémarrage de l'activité productive, surtout si c'est l'État qui les prend en charge.

Tout indique que la crise continuera à s'aggraver dans la période à venir. Les entreprises qui sont déjà en voie de faillite virtuelle fermeront. Entre fournisseurs et sous-traitants se produiront des réactions en chaîne. Même soutenues à bout de bras par l'État, faute d'élargissement du marché, les entreprises fermeront ou multiplieront les licenciements.

Après les travailleurs précaires, déjà jetés à la rue, ce sera le tour des travailleurs qualifiés. Ils seront rejoints par bien d'autres, issus de cette fraction de la petite bourgeoisie en voie d'être ruinée, et qui seront poussés vers la prolétarisation.

Nos moyens de propagande et d'agitation sont certes limités. Mais nous devons défendre notre programme et avancer une politique correspondant à la situation du moment. Dans une période de crise, les choses changent très rapidement. Comme peuvent se modifier les rapports entre les différentes composantes de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière. L'accentuation de la lutte de classe nous amènera à mettre en avant bien d'autres points du Programme de transition que ceux relatifs à la préservation des emplois et des salaires.

Dans une période où le mouvement ouvrier est absent de la scène politique, en tout cas avec une perspective de classe, les affrontements politiques se limitent à des options qui visent, toutes, à préserver le capitalisme et la domination de la bourgeoisie. Aussi différentes que puissent apparaître ces options, aussi violente que puisse devenir demain leur expression, elles contribuent, toutes, à empoisonner la classe ouvrière, à la diviser en fonction de choix favorables à la bourgeoisie, à la détourner de la conscience de classe.

Défendre une politique de classe est bien plus large qu'avancer un programme de combat pour les affrontements futurs. Cela consiste à démontrer le caractère fallacieux de toutes les politiques inspirées par la préservation de l'ordre capitaliste.

En ce moment, il est nécessaire de prendre le contrepied de toutes les formes de repliement national, de protectionnisme ou de souverainisme, propagées aussi bien par

les réformistes que par l'extrême droite, Pas seulement en constatant leur côté absurde dans une économie mondialisée de longue date, mais en combattant leur caractère réactionnaire.

Le souverainisme est, au mieux, de la démagogie creuse car, dans une économie mondialisée, la bourgeoisie impérialiste ne peut le concrétiser que dans des domaines limités et partiels. Et même dans ces limites, au prix d'un énorme gaspillage de travail humain.

Trotsky écrivait, en 1933, dans un texte consacré à l'étatisme capitaliste défendu aussi bien par les réformistes que par les fascistes : «[...] Il faut considérer l'« économie planifiée » actuelle comme un stade absolument réactionnaire : le capitalisme d'État aspire à arracher l'économie à la division internationale du travail, à adapter les forces productives au lit de Procuste de l'État national, à réduire artificiellement l'économie dans certaines branches et à créer artificiellement d'autres branches à l'aide d'immenses faux frais. La politique économique de l'État actuel, en commençant par des douanes du

type de celles de l'ancienne Chine et en finissant aux épisodes d'interdiction de machines dans l'« économie planifiée » de Hitler, parvient à une régularisation instable au prix de l'abaissement de l'économie nationale, de l'introduction du chaos dans les relations mondiales... »

Cette affirmation de Trotsky découlait de sa vision marxiste du monde.

L'agonie du monde capitaliste se révèle bien plus longue que ce que Marx comme plusieurs générations de révolutionnaires marxistes pouvaient envisager.

Les formes d'organisation sociale ne sont pas calquées sur l'organisme de l'être humain. Tous les aspects du capitalisme lui-même, la mondialisation de l'économie comme des idées, l'absurdité croissante de la propriété privée et des frontières nationales par rapport aux avancées de la technique comme de la culture, montrent à quel point la société est grosse d'une forme d'organisation collectiviste à l'échelle internationale. Mais le règne de la bourgeoisie ne disparaîtra que lorsque celle-ci sera renversée.



Construction de routes à la bêche, arme symbolique du patriote allemand, dans le cadre du service du travail du Reich (RAD), dès 1935 sous le nazisme.



Berlin en ruines en 1945, le prix fort du nationalisme poussé à son terme.

« Il ne s'agit pas de comprendre le monde, il s'agit de le transformer », disait en substance Marx, déjà en 1845. Suivre pas à pas l'agonie du capitalisme n'a de sens et d'utilité que pour préparer le renversement révolutionnaire de l'ordre social existant.

Aussi puissante que soit la bourgeoisie, aussi solidement installé que soit son pouvoir politique, les forces profondes qui travaillent l'économie et la société sont bien plus puissantes. Comme au temps de Marx et à un degré bien plus élevé encore, toutes les tendances de l'économie vont dans le sens d'une socialisation croissante de l'économie elle-même.

À moins de catastrophe d'une ampleur telle qu'elle mette en cause l'existence même du genre humain, la bourgeoisie ne peut pas faire revenir en arrière l'histoire, elle ne peut que la freiner et retarder les échéances.

Un siècle et demi après les analyses de Marx, toutes les tendances qu'il avait décelées dans la société et sur lesquelles il a fondé ses convictions socialistes se manifestent aujourd'hui, et bien plus fortement qu'en son temps. C'est précisément la profondeur de ses analyses qui fait de son socialisme un socialisme scientifique en opposition au socialisme utopique de ses prédécesseurs. Scientifique au sens que son socialisme découlait, non pas d'un rêve utopique, mais de l'analyse de la société capitaliste et de sa dynamique interne.

Ce qui, sous la plume de Marx, était souvent une anticipation sur l'évolution future est devenu un fait. L'économie est socialisée à un degré bien plus élevé qu'en son temps. Le capitalisme ne s'est pas seulement développé dans une douzaine de pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord comme au temps de Marx. Il a conquis le monde entier.

LA SOCIALISATION DE LA PRODUCTION EST À L'ÉCHELLE DU MONDE

De l'extraction des matières premières au produit final mis sur le marché en passant par le transport, le moindre produit contient le travail de centaines, de milliers de travailleurs à l'échelle de la planète. De fait, la production met en contact, en les rendant interdépendants, des travailleurs des quatre coins du monde, même si la plupart d'entre eux n'en ont pas conscience, voire ne connaissent même pas le pays à l'intérieur duquel s'est réalisée l'étape précédente de la production.

C'est dire que la mondialisation et l'interdépendance des êtres humains a atteint un degré sans comparaison avec l'époque de Marx. Les dictateurs les plus puissants au service du grand capital n'y peuvent rien.

Le prétendu « souverainisme » que brandissent en tant qu'objectif les démagogues d'aujourd'hui, qui ne sont pas tous d'extrême droite, le régime nazi l'a poussé aussi loin que possible en Allemagne. La politique de conquête incarnée par Hitler pour repousser les frontières, conduisant à la Deuxième Guerre mondiale, était déjà la démonstration par l'absurde de l'inanité de la démarche. Et le nazisme défait, l'Allemagne capitaliste s'est reconstruite en réintégrant la division internationale du travail et en devenant la principale puissance exportatrice d'Europe.

La mondialisation n'est pas seulement économique, mais aussi culturelle, humaine ne serait-ce que grâce à toutes les inventions de la technique moderne, de l'Internet à tous ses dérivés.

Toutes ces tendances qui font évoluer la société en profon-

deur ont été concrétisées par la bourgeoisie sous le capitalisme et enfermées dans le carcan du profit privé. La contradiction entre la dynamique de la société et son organisation capitaliste se retourne contre l'humanité. L'énergie atomique domptée peut aussi bien fournir de l'électricité qui manque à l'Afrique qu'aboutir à un Hiroshima. La communication instantanée est mise au service de la spéculation financière automatisée.

Mais tout cela donne à la collectivité humaine des moyens, techniques et sociaux, de maîtriser sa destinée dont Marx ne

pouvait que rêver. Cela restait vrai un demi-siècle plus tard, au temps de Lénine. Lorsque ce dernier formulait, de façon lapidaire, que le socialisme était le pouvoir des soviets plus l'électricité, l'électrification de la Russie était encore un objectif qu'il incombait au pouvoir des soviets de réaliser.

Cent ans après, il en est encore de même dans bien des régions de la partie sous-développée de la planète. Mais entre-temps, l'homme a marché sur la Lune et a commencé à explorer l'espace.

Les conditions économiques

et sociales sont là. Il appartient au prolétariat de jouer son rôle historique. Les tendances collectivistes de la dynamique du capitalisme ne peuvent se réaliser que par le renversement révolutionnaire du pouvoir de la bourgeoisie, l'expropriation de la dernière des classes dominantes de l'histoire de l'humanité et la prise en main de sa destinée par la collectivité humaine.

Alors, pour reprendre l'expression de Marx, on pourra dire: « Bien creusé, vieille taupe! ».

15 octobre 2020





La situation internationale

La crise de l'économie capitaliste mondiale, qui exacerbe la guerre sociale menée par la bourgeoisie contre la classe ouvrière et est susceptible de bouleverser aussi les rapports entre les catégories victimes du même grand capital, domine également les relations internationales. Elle avive la rivalité entre les puissances impérialistes. Elle aggrave la pression de l'impérialisme sur les pays pauvres. Et elle ressuscite ou aggrave une multitude de tensions entre nations, ethnies, religions.

La pandémie, tout en illustrant à sa façon à quel point l'humanité est une, a souligné toutes les tares et les contradictions de l'organisation capitaliste de la société.

Partout, c'est la même incapacité à gérer la pandémie autrement qu'en rejetant sur la population la responsabilité de sa propagation, pour dissimuler les responsabilités passées et présentes de l'État dans l'insuffisance criminelle des moyens matériels et humains des systèmes de santé. Face à un virus qui ne respecte ni les frontières ni les distances, c'est le chacun pour soi des États nationaux et ce sont des barrières supplémentaires au lieu de coopérations.

La domination impérialiste sur le monde suscite en permanence, directement ou indirectement, la réaction des peuples opprimés. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, il n'y a pratiquement pas eu de moment sans ce type de conflit. Ayant pour politique de diviser pour régner, les puissances impérialistes utilisent et, par là même, encouragent aussi en permanence des conflits nationaux, ethniques,

religieux, quand elles ne les créent pas. Ces conflits, dont l'origine remonte souvent loin dans le temps, sont sans cesse ravivés par le jeu des rivalités entre les différentes puissances impérialistes.

La crise, l'appauvrissement des classes exploitées même dans les riches pays impérialistes, le renforcement des idées réactionnaires, xénophobes, aggravent ces tensions. La tension croissante dans les relations internationales au cours des dernières années illustre comment des conflits locaux

peuvent déboucher sur des guerres généralisées.

La guerre civile en Syrie, déclenchée en 2011 par la répression d'Assad contre son peuple, a provoqué une réaction en chaîne dans tout le Moyen-Orient. Elle a entraîné, par le jeu des alliances, des puissances régionales comme l'Iran et la Turquie. Elle a débouché sur l'intervention de la Russie et l'implication de toutes les puissances impérialistes à un degré ou à un autre.

Le conflit, cette année, entre



Scène de la guerre civile en Syrie.

l'Azerbaïdjan et l'Arménie voit l'implication croissante de la Turquie, qui intervient par ailleurs de plus en plus dans la rivalité entre les seigneurs de guerre pour le pouvoir sur la Libye et ses ressources en pétrole. La Grèce et la Turquie, pourtant membres de la même alliance militaire, l'OTAN, frôlent l'affrontement militaire pour le contrôle des eaux territoriales en Méditerranée orientale.

La guerre est une réalité sanglante dans plusieurs régions du voisinage même de l'Europe.

La crainte d'une guerre fait déjà partie de l'angoisse des masses populaires dans nombre de pays. Elle finira par atteindre les masses populaires des pays impérialistes eux-mêmes.

Pour celles de France, les escapades guerrières de leur impérialisme dans son ancien empire colonial, sous prétexte de « combat contre le terrorisme », apparaissent encore comme une menace lointaine qui les concerne peu, d'autant que c'est une armée de métier qui est engagée. Mais le sentiment d'une catastrophe future viendra inévitablement avec l'aggravation des tensions internationales.

Par un tout autre chemin aujourd'hui que lors des années qui ont mené à la Deuxième Guerre mondiale, les objectifs, mis en avant par Trotsky, dans le *Programme de transition* (« La lutte contre l'impérialisme et contre la guerre »), redeviennent d'actualité.

Dans les pays impérialistes dont la France, les dirigeants politiques n'embouchent pas la trompette de « l'ennemi héréditaire », en tout cas pas pour le moment. Mais la lutte contre le terrorisme en tient lieu.

Les mesures antiterroristes prises dans le pays comme les interventions militaires extérieures sont liées et justifiées par la « défense de la patrie ». C'est une escroquerie. Pour re-

prendre l'expression du *Programme de transition*, « par cette abstraction, la bourgeoisie entend la défense de ses profits et de ses pillages ».

Les multiples guerres locales qui se déroulent en Asie ou en Afrique font évidemment la fortune des marchands d'armes. Les dépenses militaires sont en même temps un baromètre assez fidèle de l'aggravation de la situation internationale. « Les dépenses militaires ont atteint leur plus haut niveau depuis la fin de la guerre froide », affirme le rapport d'un institut international spécialisé.

Les affrontements locaux servent en même temps de terrains d'entraînement pour les armées des puissances, sinon directement, du moins par mercenaires interposés. La croissance du nombre de mercenaires et d'armées privées suit la même pente que celle des ventes d'armes.

Dans les alliances militaires qui peuvent conduire rapidement vers une guerre généralisée, il n'y a pas que celles, officielles, appuyées sur des traités diplomatiques. Il y a aussi celles que tissent entre eux les marchands de canons et d'avions des pays impérialistes et leurs clients.

Le Yémen, par exemple, qui ne fait pas partie de la sphère d'influence directe de l'impé-

rialisme français, constitue cependant un excellent marché pour ses marchands d'armes.

Les alliances qui se font et se défont en Libye se constituent non seulement en fonction du rapport de force entre seigneurs de guerre, mais aussi en fonction des avantages commerciaux que peuvent représenter les relations avec l'un ou l'autre des camps en guerre. La guerre civile en Libye implique bien d'autres pays, de l'Égypte aux Émirats arabes unis, que ceux qui interviennent jusqu'à présent directement sur le terrain.

Le monde capitaliste est un baril de poudre. Les étincelles sont déjà nombreuses dont chacune pourrait déclencher des réactions en chaîne susceptibles de déboucher sur une guerre impliquant des grandes puissances. Cela pourrait alors devenir la première phase d'une nouvelle guerre mondiale.

Deux des principales puissances de la planète, les États-Unis et la Chine n'en sont qu'aux joutes verbales. Une guerre commerciale est cependant déjà engagée. Elle est freinée pour le moment par l'interdépendance des économies américaine et chinoise, en raison de la forte présence de grands trusts américains et plus généralement occidentaux en Chine. Alors que



Après un bombardement au Yémen par l'armée saoudienne, équipée entre autres par la France.

L'Occident impérialiste exporte vers la Chine des capitaux, la Chine exporte vers l'Occident des marchandises. La moitié de l'industrie chinoise travaillerait, à un titre ou à un autre, pour l'exportation. Cette interdépendance est asymétrique, les États-Unis sont une puissance impérialiste, alors que la Chine reste dans une large mesure un pays pauvre. Cette asymétrie n'existe pas seulement sur le plan économique, mais se reflète également sur le plan militaire et sur la quantité et la qualité des armements respectifs.

Les points de friction aux implications directement militaires existent déjà. Le soutien des États-Unis à Taïwan, cette île séparée de la Chine depuis la défaite, en 1949, de Tchang Kaï-chek qui y trouva refuge, est une affaire ancienne. Certes, en 1978, les États-Unis ont reconnu la République populaire de Chine. L'activité diplomatique américaine, accompagnée d'opérations navales et de ventes d'armes, témoigne cependant de la volonté des États-Unis de considérer Taïwan comme faisant partie de la ceinture des États, de la Malaisie au Japon en passant par les Philippines, alliés pour endiguer l'influence chinoise. Ce qui menace la Chine d'être privée de l'accès à l'océan Pacifique comme à l'océan Indien.

Les archipels minuscules de la mer de Chine méridionale, les Paracels et les Spratleys, sont parmi les points chauds de la planète, où se croisent et s'observent les navires de guerre de la Chine et ceux des États-Unis et de leurs alliés dans la région.

Il n'y a pas encore une dynamique du même type que celle qui a conduit à la Deuxième Guerre mondiale et qui opposait à l'époque principalement deux camps impérialistes pour la domination du monde. Mais les États-Unis préparent déjà leur peuple à l'idée d'un af-

frontement avec la Chine. Pour Trump, même le coronavirus est chinois, et la pandémie un acte de guerre! Et ce n'est pas seulement une façon de se dédouaner de l'incapacité manifeste de son régime à combattre la propagation du virus.

Ici, en France, « la guerre contre le terrorisme », avec ses implications internationales, vise le même but d'embrigader la population. Les appels répétés à l'union nationale, largement partagés par tous les partis de la bourgeoisie d'un bout à l'autre du spectre politique, visent ce but. Tout cela au nom de la patrie et de sa défense, comme il est de tradition pour justifier toutes les guerres de l'impérialisme, même les plus infâmes.

Avec l'aggravation des relations internationales, les communistes révolutionnaires auront de plus en plus à dénoncer cette escroquerie. Ils doivent opposer au patriotisme à la sauce bourgeoise l'internationalisme des travailleurs, partie intégrante des perspectives communistes.

Si la propagande générale pour l'internationalisme est indispensable, elle ne suffit pas. Il est nécessaire de combattre au jour le jour la politique et le langage même des partis de la bourgeoisie qui, au-delà de leurs différences, sont unanimes lorsqu'il s'agit de défendre leur impérialisme. Ils ont tous pour objectif, avoué ou non, d'habituer les masses populaires aux guerres déjà en cours ou à celles à venir.

Il faut refuser l'union nationale, destinée à dissimuler l'opposition fondamentale des intérêts des exploités et ceux de leurs exploités et qui vise à subordonner les premiers aux seconds. Il faut refuser toute politique opposant les prolétaires d'un pays à ceux d'un autre, même dans une variante souverainiste.

Liant les problèmes posés par

les aspects économiques de la crise à ses implications militaires, le *Programme de transition* précise la revendication transitoire qui en découle, sous une forme lapidaire: « *Pas de programme d'armement, mais un programme de travaux d'utilité publique.* » Ce qui pourrait être actualisé ainsi: « De l'argent pour la construction d'hôpitaux et pour la formation et l'embauche de travailleurs dans la santé, et pas pour l'industrie d'armement. »

La politique internationale de la bourgeoisie est la continuation de sa politique nationale par d'autres moyens.

La puissance impérialiste qu'est la France ne peut pas mener des guerres justes. Les guerres qu'elle mène déjà ou celles auxquelles elle sera associée sont et seront des guerres impérialistes.

La seule façon de s'opposer aux menaces guerrières dont les relations internationales sont lourdes est de reprendre la seule guerre juste de notre époque: la guerre révolutionnaire du prolétariat pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie. « L'ennemi principal est dans notre propre pays », l'affirmation, qui résume le contenu fondamental de l'attitude des révolutionnaires communistes, valable au temps de Karl Liebknecht, Lénine et Trotsky, le reste aujourd'hui.

ÉTATS-UNIS

Avec 225 000 morts, les États-Unis sont le pays qui compte le plus de victimes au monde. Une ville comme New York compte 24 000 morts, plus que la Lombardie et trois fois plus que l'Île-de-France, pourtant plus peuplées, plus en fait que n'importe quelle autre métropole dans le monde. Aujourd'hui, la pandémie frappe y compris les zones rurales, où les malades doivent parfois changer d'État



La ville de New York, fortement marquée par la pandémie qui y a fait 24 000 morts.

pour être hospitalisés en urgence, faute de places.

Les raisons de ce désastre sanitaire sont multiples. Pendant des mois, pour ne pas écorner son bilan économique, Trump a nié la gravité de la menace sanitaire. Des gouverneurs républicains en ont fait autant, en refusant tout confinement, avant d'y être contraints. Le fait que plus de 30 millions d'Américains n'aient pas d'assurance santé, que les conditions de travail relèvent parfois, comme dans les abattoirs ou dans les fermes, de l'exploitation féroce, a sûrement aussi sa part. Les travailleurs, les ouvriers, les personnels de santé, les aides à domicile, les plus pauvres, les Noirs, les Hispaniques, sont deux à trois fois plus frappés que les cadres et les plus aisés et payent un lourd tribut à cette hécatombe. Avant même le Covid, l'espérance de vie avait baissé pendant trois années consécutives, un fait exceptionnel peut-être dû à la crise des opiacés. Alors que les États-Unis ont un PIB par habitant sept fois supérieur à celui de Cuba, l'espérance de vie n'y est pas plus élevée et la mortalité infantile y est supérieure. C'est le prix payé par la population pour les profits des assureurs privés et de l'industrie médicale et pharmaceutique.

La crise du Covid s'est traduite par un effondrement de

l'économie. Alors que le gouvernement se vantait de la croissance et d'un taux de chômage particulièrement bas, le PIB a chuté de 5 % au premier trimestre et de 31 % au deuxième. Alors que le pays comptait 7 millions de chômeurs début mars, leur nombre est monté à 30 millions fin avril, tandis que des millions d'autres n'ont pu s'inscrire en raison de l'engorgement du système, ou encore parce que, ne remplissant pas les conditions pour être indemnisés, ils ne se sont pas inscrits. Des emplois ont été recréés depuis, à la faveur du redémarrage des entreprises, mais le taux de chômage reste à un très haut niveau : officiellement de 8 %, il a été estimé par le président de la Fed à 11 %, et serait en réalité plus proche de 27 %, un taux comparable à celui de la Grande Dépression. Ce qui était présenté comme un chômage temporaire lié au Covid s'installe comme un chômage permanent.

En revanche, les taux boursiers ont quasiment retrouvé leur santé d'avant la pandémie. Après une chute brutale en mars, le Dow Jones et le S & P des 500 premières capitalisations ont retrouvé leur niveau antérieur. Quant au Nasdaq, l'indice des valeurs de nouvelles technologies, il atteint un record historique. Si les compagnies aériennes, les croisié-

ristes ou les parcs de loisirs font grise mine, si des milliers de PME s'effondrent, la finance se réfugie dans les Gafam, PayPal, Netflix, Tesla et autres Teledoc (médecine à distance), ou encore dans les multinationales de la pharmacie, en attendant le jackpot du vaccin. Après le jeudi noir de Wall Street en 1929, il fallut attendre 25 ans pour que la Bourse retrouve son niveau ; en 2020, il a fallu moins de six mois.

La première raison de l'optimisme des spéculateurs est le soutien de l'État. Comme ailleurs, c'est en créant massivement de la dette que le gouvernement fédéral a fait face à l'effondrement économique. Non seulement les taux d'intérêt sont quasi nuls, mais la Réserve fédérale a massivement racheté des dettes d'entreprises qui auraient fait faillite autrement. La dette publique représente aujourd'hui 135 % de la richesse nationale produite chaque année ; cela dit, ce taux était déjà passé de 67 % en 2008 à 103 % en 2017 ; autrement dit, l'économie américaine vit de plus en plus à crédit, et ce n'est pas une nouveauté. Trump a annoncé un plan de relance de 2 000 milliards de dollars ; Biden dit mieux : 2 200 milliards ! L'un comme l'autre veulent présenter la facture aux classes populaires.

Alors que les propriétaires d'actifs immobiliers et boursiers voient leur patrimoine s'envoler, la classe ouvrière se paupérise. Un quart des Américains seraient aujourd'hui incapables de subvenir à leurs besoins alimentaires et dépendent d'une aide pour se nourrir. Le problème n'est pas nouveau, il a été aggravé par la crise et la disparition de millions d'emplois dans de nombreux secteurs. Dès le printemps, de nombreuses familles de travailleurs, incapables de rembourser leur emprunt immobilier ou de payer leur loyer,

se sont trouvées sous la menace d'une expulsion de leur logement, rappelant les conséquences dramatiques de la crise de 2007-2008.

Sur le plan politique, l'année a été marquée, en juin, après le meurtre de George Floyd à Minneapolis, par une vaste mobilisation contre le racisme et les violences policières. Cette contestation avait un caractère massif, jusqu'en Alaska, et elle a entraîné de nombreux Noirs mais aussi des Blancs antiracistes. Mais en réclamant une réforme de la police, elle se heurtait à une contradiction insoluble dans le cadre actuel: le capitalisme américain s'est construit sur l'esclavage et la division raciale, et la police est un instrument indispensable à la domination de classe.

Si Biden et les démocrates ont tenté de surfer sur la colère suscitée par le meurtre de George Floyd, Trump a au contraire joué la carte de l'opposition frontale aux manifestants, flattant démagogiquement le racisme contre les Noirs. Dans plusieurs villes, des milices d'extrême droite sont apparues au grand jour, comme à Portland dans l'Oregon, ont parfois tué des manifestants antiracistes, comme à Kenosha dans le Wisconsin, ou encore ont projeté l'enlèvement d'une gouverneure démocrate, dans le Michigan. Ces groupes sont peut-être minoritaires; ils bénéficient d'un soutien dans une fraction de l'opinion et jusqu'à la Maison Blanche. Si Trump perd, ils peuvent se venger sur les Noirs. Et si la crise s'aggrave et, si la situation sociale s'exacerbe, ils peuvent jouer un rôle plus large de supplétifs armés au service du capital.

Nous ignorons à ce jour l'issue de l'élection présidentielle. Le scrutin a lieu le 3 novembre, mais personne ne sait vraiment quand sera tranchée l'élection, en raison des contentieux possibles. Sans compter que, dans



ce modèle de démocratie du monde capitaliste, le vainqueur du scrutin n'est pas forcément celui des urnes... En tout cas, le favori des sondages, Joe Biden, est bien vu des financiers. Si on mesure sa cote aux versements faits par les grands capitalistes, il devance même Trump. Pourquoi en serait-il autrement, alors que Biden est un politicien bourgeois aussi lisse que loyal depuis près de 50 ans? Comme Trump, il enjoint de «fabriquer américain avec des emplois américains», et compte poursuivre le bras de fer avec la Chine. Autrement dit, la bourgeoisie est sereine. Avec Biden, elle sait que, même si le pays compte des millions de chômeurs supplémentaires, l'argent fédéral continuera à se déverser sur les grandes firmes, et que la Bourse restera florissante.

MOYEN-ORIENT

Les conflits d'influence, les conséquences des interventions armées des différentes puissances régionales et de l'impérialisme s'ajoutent pour faire du Moyen-Orient une zone de tension permanente. Du Yémen à la Syrie et à la Libye, les situations de guerre ou de guerre larvée persistent et elles peuvent toujours déboucher

sur des conflits plus violents et plus larges. Mais c'est maintenant la crise économique qui vient souffler sur les braises, en rendant la situation des masses insupportable. Elle aiguise aussi les tendances belliqueuses des différents régimes.

Après l'Irak et l'Iran, c'est cette année le Liban qui a été le théâtre d'un important mouvement populaire. Le rôle particulier de ce pays, au centre des transactions bancaires et des flux financiers régionaux, lui a longtemps permis d'entretenir une petite bourgeoisie relativement aisée. Ces sources se sont tariées, entraînant une crise économique d'autant plus violente que les dirigeants du pays ont voulu la retarder par des combines financières. La fuite des capitaux a entraîné la chute de la monnaie libanaise et l'enfoncement rapide d'une majorité de la population dans la misère. La révolte populaire, dépassant les clivages religieux, a pris pour cible le système politique, sa corruption et son incapacité à gérer le pays avec un minimum de cohérence, encore illustrées lors de la catastrophique explosion sur le port de Beyrouth, le 4 août. La démagogie d'un Macron, qui somme les dirigeants libanais de se réformer, ne peut faire oublier que le Liban tel qu'il est aujourd'hui est une création du colonialisme et de l'impérialisme français. Celui-ci voudrait qu'il reste un point d'appui pour sa présence au Moyen-Orient. Ses injonctions à rétablir la situation financière du pays sont des appels aux dirigeants libanais pour qu'ils se montrent capables de faire payer leur population et de lui faire supporter son appauvrissement dramatique.

Sous Trump, le soutien des États-Unis à la politique du gouvernement israélien a abandonné toute forme de pudeur. La reconnaissance de Jérusalem comme capitale et l'installa-

tion de l'ambassade américaine dans cette ville, celle de la « légalité » des colonies de Cisjordanie et de l'annexion du Golan sont un blanc-seing donné à la politique israélienne du fait accompli. Par démagogie à l'égard de l'extrême droite, notamment des colons, Netanyahu a affirmé sa volonté d'annexer une partie de la Cisjordanie occupée. Mais, entre la démagogie et la mise en œuvre, il y a un pas. D'autant qu'une telle décision est loin de faire l'unanimité au sein des milieux dirigeants israéliens, y compris ceux de l'armée, dont certains considèrent que laisser l'Autorité palestinienne maintenir l'ordre dans la partie de la Cisjordanie qu'elle administre reste l'option la moins coûteuse. Prévus initialement pour le 1^{er} juillet 2020, cette annexion a d'abord été repoussée sans véritable explication puis ajournée finalement sine die en échange d'une reconnaissance officielle de l'État d'Israël par les Émirats arabes unis et Bahreïn.

Cet accord a ainsi permis à Netanyahu de ne pas avoir à tenir la promesse faite aux partisans d'un Grand Israël. De leur côté, les Émirats arabes unis et Bahreïn, auxquels s'est ajouté ensuite le Soudan, ne se sentent même plus obligés d'affirmer une feinte solidarité avec la revendication des Palestiniens d'avoir leur propre État. Normaliser leurs relations avec Israël est certainement plus prometteur du point de vue commercial et financier, sans oublier le soutien accru qu'ils ont pu obtenir des États-Unis à la suite de leur décision. La plupart des États arabes considèrent désormais le régime de Téhéran comme leur ennemi principal et Israël comme un partenaire possible dans leur lutte contre l'Iran.

En fait, le soutien des États arabes aux droits des Palestiniens a toujours été purement symbolique. Ils l'ont affirmé pendant longtemps pour ne pas se couper de l'opinion des

populations arabes, sans pour autant hésiter à se livrer à une répression sanglante des mouvements palestiniens lorsque ceux-ci menaçaient de déstabiliser leurs régimes. Lors du Septembre noir de 1970 en Jordanie ou lors de la guerre civile libanaise, ce sont des États arabes qui ont mis un coup d'arrêt au développement des organisations nationalistes palestiniennes. Cela a aidé Israël à renforcer sa position et ses gouvernements à refuser au peuple palestinien toute reconnaissance de ses droits.

Pour autant, la politique israélienne est face à une contradiction. En continuant de repousser tout compromis avec les Palestiniens et en multipliant les faits accomplis dans leurs territoires, ils rendent de plus en plus hypothétique la solution dite à deux États. Mais annexer complètement la Cisjordanie serait intégrer à Israël une population arabe susceptible de devenir plus



Dans un marché d'Istanbul, le 18 septembre dernier.

nombreuse que la population juive, une population qui ne pourrait accepter indéfiniment une situation d'apartheid. Comme toujours depuis la création d'Israël, ses dirigeants continuent donc à repousser tout véritable règlement avec les Palestiniens.

Aux marges de la région, l'interventionnisme de la Turquie d'Erdogan est une réponse à la grave crise de son économie. Après une période de relative prospérité, les marchés que pouvaient lui offrir la Syrie, l'Irak et l'Iran, se sont restreints. Le tarissement des flux touristiques et la crise sanitaire y ajoutent leurs effets. La politique de prestige d'Erdogan a entraîné un endettement auquel le pays ne peut plus faire face. Il se traduit par la chute du cours de la monnaie, l'appauvrissement de la majorité de la population et le discrédit du pouvoir. Sa réponse consiste en des gesticulations permanentes et en des interventions contre les Kurdes, en Syrie, en Libye, dans le Caucase, sans parler des dénonciations de la France au nom de la défense des musulmans. Le régime turc tente aussi de mettre la main sur une partie des richesses pétrolières et gazières de Méditerranée orientale et de remettre en cause le partage des eaux territoriales avec la Grèce, quitte à risquer une guerre avec celle-ci. L'autre versant de cette politique est la tension permanente entretenue à l'intérieur de la Turquie, les arrestations continuelles, la répression et la dénonciation de supposés comploteurs. C'est seulement à ce prix que ce régime qui se sent menacé réussit à se maintenir.

Dans tous les pays du Moyen-Orient, mais aussi dans ceux du Maghreb ou en Turquie, la crise sanitaire est venue ajouter ses effets à ceux d'une crise économique déjà catastrophique. Elle a entraîné une nouvelle

aggravation de la situation des masses, mais elle tend aussi pour l'instant à paralyser leurs réactions. En Algérie, elle est venue à point nommé pour permettre au régime de faire cesser le mouvement de contestation qui durait depuis février 2019, et de prendre un tournant répressif. Dans tous ces pays, la situation n'en reste pas moins explosive. Face à des conditions de plus en plus intenable, les revendications et les révoltes ne pourront que resurgir.

L'Irak, le Yémen, la Syrie, la Libye, mais aussi maintenant le Liban montrent comment la domination impérialiste peut ruiner des pays, par la destruction physique et matérielle ou par celle de leur économie. En finir avec cette domination de l'impérialisme nécessitera aussi d'abattre les régimes de dictature qui sont ses intermédiaires, et les frontières par lesquelles il a découpé la région.

LA RUSSIE ET SON «ÉTRANGER PROCHE» SECOUÉS PAR LES CRISES

Les États de l'ex-Union soviétique, déjà soumis pour la plupart à des crises quasi permanentes depuis la dissolution de l'URSS voici trois décennies, voient ces crises prendre parfois un tour explosif avec l'aggravation de la crise de l'économie mondiale.

Au Kirghizistan, l'un des cinq membres de la zone de libre-échange constituée autour de la Russie, l'enchaînement d'élections truquées puis d'émeutes a provoqué le renversement du gouvernement. Comme déjà en 2005 et 2010 dans des circonstances analogues. Depuis une quinzaine d'années, la corruption, l'autoritarisme des clans au pouvoir et l'appauvrissement continu des populations ont suscité des «révolutions» dites de couleur en Ukraine, Géorgie, Arménie,

Moldavie et en Asie centrale

La guerre a de nouveau éclaté entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie autour du Haut-Karabakh, sur fond de fuite en avant des cliques dirigeant ces pays et régions, qui cherchent à faire oublier à leurs populations leurs propres responsabilités dans leur appauvrissement, sur fond de rivalité et de surenchère guerrière entre la Russie et la Turquie pour s'affirmer comme puissance tutélaire du Caucase.

En 1988, du temps de l'URSS, alors que les bureaucrates dirigeant ses 15 républiques s'activaient à se partager leurs peuples et leurs richesses en faisant assaut de démagogie essentiellement nationaliste, le Haut-Karabakh, peuplé d'une majorité d'Arméniens, avait fait sécession de l'Azerbaïdjan, dont il dépendait jusqu'alors administrativement.

Six ans de «nettoyage ethnique» et de guerre avaient alors fait 30 000 morts et chassé de chez elles plus d'un million de personnes dans toute la région. Et depuis, ces populations, qui vivaient depuis des siècles sur un même territoire, sont plongées dans un climat d'hostilité armée envers le voisin, qu'entretiennent leurs dirigeants et leurs parrains des grandes puissances.

La révolution d'octobre 1917 avait proclamé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et donné aux peuples de l'ancienne Russie des tsars la plus grande liberté sur la façon d'organiser leur vie collective au sein du pays des soviets. Mais elle n'avait pas la capacité de résoudre «la question nationale» dans le cadre d'un seul pays, isolé et pauvre de surcroît. Ce but – comme bien d'autres pour lesquels combattaient Lénine, Trotsky et leurs camarades – ne pouvait être atteint que si la révolution socialiste, en l'emportant au moins dans plusieurs pays développés, avait permis à toute la société dans sa di-



La région du Caucase.

versité nationale d'élever son niveau d'existence matérielle et culturelle.

Or, au cours des années 1920, la révolution reflua en Europe. En URSS, cela permit à une bureaucratie contre-révolutionnaire d'usurper le pouvoir de la classe ouvrière. Écrasant tous et tout sous sa dictature, la bureaucratie stalinienne piétina aussi les droits des peuples, dont certains (Tchéthchènes, Tatars de Crimée, etc.) furent même déportés.

Pourtant, et malgré toute l'horreur du stalinisme, plus d'une centaine de nationalités cohabitèrent de façon globalement pacifique durant sept décennies au sein de ce vaste ensemble multiethnique qu'était l'Union soviétique.

Un des aspects les plus effroyables du recul historique que signifie la disparition de l'URSS pour ses peuples est qu'ils sont à nouveau déchirés par les barbelés de frontières artificielles, tandis que leur vie est ensanglantée, comme elle l'avait été sous le tsarisme, par des pogroms, des haines nationales instrumentalisées en haut lieu.

C'est aussi le cas dans l'est de l'Ukraine. Sa population est l'otage de cliques bureaucratiko-mafieuses nationales dans le cadre d'un bras de fer opposant l'Occident à la Russie. Résultat: des milliers de morts, des destructions sans fin et un chauvinisme revanchard qui empoisonne la vie sociale en Ukraine comme en Russie.

En Russie depuis vingt ans, Poutine joue du nationalisme pour se maintenir au pouvoir. Mais les politiques que le régime a mises en œuvre, face aux répercussions de la crise mondiale sur le pays, pour sauvegarder les revenus des privilégiés et des nantis au détriment des classes laborieuses, sapent le relatif consensus « populaire » qui formait le socle du bonapartisme russe. Et c'est pour consolider son pouvoir que le maître du Kremlin vient de s'octroyer une sorte de présidence à vie.

Toujours cet été, en Biélorussie, le président Loukachenko a été déstabilisé quand sa réélection frauduleuse à la tête du pays a jeté dans la rue des foules de manifestants, puis dans la grève des dizaines de

milliers d'ouvriers. Et malgré une répression qui ne faiblit pas, il n'a toujours pas repris la main, bien qu'il ait le soutien de Poutine – qui sait que les effets de la crise mondiale pourraient aussi ébranler son régime – ainsi que celui, plus hypocrite, des États ouest européens, qui craignent que le chaos politique et social s'installe à leur porte.

Cette « dernière dictature en Europe », selon les dirigeants occidentaux qui ne lui pardonnent pas d'avoir gardé des traits du régime soviétique, tient depuis 26 ans. C'est dû au fait que le régime, tout en assurant les prébendes des bureaucrates, n'a pas, ou pas autant qu'en Russie et en Ukraine, procédé à des privatisations mafieuses, suppressions d'avantages sociaux de l'époque antérieure et autres « réformes » de marché qui ont brutalement appauvri la population du reste de l'ex-URSS.

Mais en mettant à mal le rôle d'intermédiaire commercial entre la Russie et l'Occident dont le régime biélorusse a longtemps profité, la crise mondiale l'a contraint à réviser de façon drastique le « compromis social » sur lequel il était assis. Il s'est attaqué aux conditions d'existence même de la classe ouvrière et n'a plus permis à la petite bourgeoisie d'espérer s'enrichir comme avant.

D'où le caractère contradictoire de la contestation actuelle, avec une petite bourgeoisie qui lorgne vers l'Occident, et des classes populaires qui sentent que si le régime est leur ennemi, l'opposition libérale n'est pas pour autant leur alliée. Même quand elle ne cesse d'appeler les travailleurs à s'unir... derrière ses objectifs politiques et ses intérêts de classe.

Les travailleurs de Biélorussie auraient bien sûr tout intérêt à profiter de la contestation de l'autocrate Loukachenko pour s'organiser, mettre en

avant leurs propres revendications Non seulement pour disputer à l'opposition libérale – et de fait pro-bourgeoise – sa prétention à diriger la lutte de toute la population contre le régime. Mais plus encore pour apparaître comme porteuse d'une autre forme d'organisation économique de la société que le paternalisme mafieux de la bureaucratie ou que le retour dans le giron du marché, et donc de la domination impérialiste: un système dirigé par la classe ouvrière; un système socialiste qui ne se borne pas à un changement même radical dans un seul pays – chose impossible – mais qui se fixe comme perspective le renverse-

ment du capitalisme et de toute forme d'oppression à l'échelle du globe.

Cette perspective, aucun parti ne la défend dans la crise biélorusse. Pas plus qu'elle n'a été défendue, et depuis longtemps, lors d'aucune des crises majeures où, dans d'autres pays, la classe ouvrière a été amenée à se battre, y compris parfois en se portant sur le devant de la scène comme durant plusieurs décennies en Europe de l'Est, et tout particulièrement en Pologne.

La rapide aggravation de la crise du monde capitaliste rend plus nécessaire que jamais que des organisations défendent

à nouveau cette perspective, devant les travailleurs, et en leur nom, devant toutes les couches sociales qui cherchent à secouer un ordre injuste de plus en plus insupportable. Construire des organisations révolutionnaires, communistes, et implantées dans la classe ouvrière, est une tâche urgente et primordiale. Elle est la seule véritablement féconde pour sortir l'humanité de l'impasse de luttes au mieux défensives contre les maux dont le capitalisme l'accable et l'accablera de plus en plus si la révolution ouvrière ne parvient pas à bout de ce système.

30 octobre 2020



BNPUNION / INSTAGRAM

Les travailleurs de Biélorussie ont été nombreux à participer à la contestation de l'autocrate Loukachenko par des grèves. Ici à l'usine de véhicules industriels BelAZ, près de Minsk, le 13 août 2020.



La situation intérieure

L'année 2020 a été marquée par la pandémie de Covid-19. Celle-ci a donné un coup d'accélérateur à la crise économique, sociale et politique que connaît le pays depuis des années.

L'épidémie a déjà causé la mort de près de 40 000 personnes, chiffre qui pourrait doubler avec la présente seconde vague. Incapable de la contrôler, le gouvernement a été conduit à recourir à la mesure moyenâgeuse qu'est le confinement. Pendant près de deux mois, entre le 17 mars et le 11 mai, la vie sociale a été mise sous cloche, les déplacements interdits, les sorties en dehors du domicile strictement encadrées, les frontières fermées, l'activité économique et les échanges réduits à l'essentiel. L'épidémie n'a pas fini de bouleverser la vie du pays puisque, face à la reprise très rapide des contaminations, le gouvernement a décrété, fin octobre, un reconfinement partiel du pays.

IMPUISSANCE ET DISCRÉDIT DE L'ÉTAT

Aussi inédites et exceptionnelles qu'elles soient, les mesures gouvernementales destinées à placer l'économie sous respiration artificielle et à limiter la catastrophe sociale n'ont pas stoppé les attaques contre la classe ouvrière. Le bilan pour le monde du travail est déjà dévastateur : destruction de centaines de milliers d'emplois avec l'arrêt des contrats des travailleurs précaires, in-

térimaires, CDD, autoentrepreneurs ; multiplication des plans de restructuration et des licenciements ; fermetures d'usines ; plans de compétitivité ; explosion de la pauvreté et du nombre de familles dépendant de la distribution alimentaire. Victimes directes du confinement, des dizaines de milliers de petits commerçants ont plongé dans l'endettement et sont menacés de faillite.

La crise économique est générale et palpable par chacun. L'horizon s'est brutalement fermé pour les jeunes entrant sur le marché du travail. Il est devenu incertain pour tous. Ouvriers ou ingénieurs, salariés de la sous-traitance ou des donneurs d'ordres, travailleurs de l'industrie, de l'hôtellerie, du spectacle ou du tourisme... toutes les catégories de salariés sont concernées et plus largement toutes les classes laborieuses puisque des centaines de milliers de travailleurs à leur compte sont aussi frappés.

À la crise sanitaire hors de contrôle, et surtout à l'incertitude et la peur face aux conséquences de la crise économique, s'est ajoutée la reprise des attentats terroristes. Alors que les menaces pesant sur nos conditions d'existence, voire sur nos vies, s'accumulent et se télescopent, le pouvoir politique étale son impuissance.

Macron s'est hissé au pouvoir en profitant du vide politique provoqué par l'usure de l'alternance gauche-droite. En 2017, son discours sur le renouvellement de la politique et sa capacité à transformer la société n'avaient suscité l'adhésion que d'à peine un quart des votants au premier tour de la présidentielle. Aujourd'hui, Emmanuel Macron n'est plus que « *le président de la crise permanente* » pour un « *quinquennat horribilis* » (journal *Les Échos* du 30 octobre).

Épidémie, crise économique, terrorisme : Macron et son gouvernement courent après les problèmes sans en résoudre un seul et même en les aggravant. Agenda bousculé, réformes reportées sine die à l'instar de celle sur les retraites, multiplication des budgets rectificatifs... les ministres vont d'un incendie à l'autre. Le plan de relance de l'État de 100 milliards d'euros n'est pas encore effectif qu'il se transforme déjà en plan d'urgence et servira à combler le manque à gagner des actionnaires, consécutif à ce second confinement.

Les années de crise, de restructurations et de fermetures d'usines ont souligné l'impuissance des États et du personnel politique bourgeois qui, en réalité, exprime l'incapacité de la classe dominante à gé-

rer la société. Désindustrialisation, diktats des multinationales, montée du chômage, de la précarité et de la pauvreté, les politiques ne peuvent rien contre les méfaits du système qu'ils défendent. L'impuissance dont ils font preuve est sociale. Elle est le fruit d'un État au service exclusif d'une classe et d'un système de plus en plus parasitaires.

Avec la crise sanitaire, l'État a étalé son impuissance jusque dans les activités qui dépendent directement de lui. Personnel des hôpitaux et des Ehpad envoyé au front sans moyens ; mensonge sur les masques pour cacher son incurie ; gestion de la pénurie ; refus de réquisitionner les moyens de production capitalistes ; refus de faire contribuer financièrement la bourgeoisie ; date du déconfinement avancée sous la pression du Medef... le gouvernement et l'administration ont géré la crise sanitaire de la seule façon qu'ils connaissent : du point de vue bourgeois.

Les multiples crises amplifient la méfiance des classes populaire vis-à-vis de l'État et des politiciens bourgeois. Comme l'ont souligné *Les Échos* du 26 octobre : « C'est une détestation désormais bien ancrée. Le terme pourrait sembler excessif, mais la crise des gilets jaunes, les insultes qui se déversent sur les réseaux sociaux, les sondages ou la progression de l'abstention montrent qu'il ne l'est plus. [...] Les acteurs politiques sont perçus comme indifférents, déconnectés, quand ils ne sont pas accusés d'être corrompus : seuls 23 % des Français les pensent honnêtes, 13 % qu'ils se préoccupent du sort des gens. C'est un engrenage qui n'a plus de fin. »

Dans le texte de congrès de 2019, nous écrivions : « Cette déconsidération s'étend à l'appareil d'État et constitue une menace pour la bourgeoisie. Sa domination et la société de

classe ne tiennent pas seulement par la brutalité et la violence étatiques. Elles reposent aussi sur une autorité admise et respectée du fait que l'État facilite la vie sociale en organisant l'éducation, la santé, la justice et la sécurité. Cette confiance dans ce que les défenseurs de l'ordre bourgeois présentent comme les piliers de la République est de plus en plus minée. » Ce discrédit s'opère maintenant à un rythme accéléré.

DEUX FORCES RÉACTIONNAIRES PARALLÈLES

Le chômage, la misère et la méfiance vis-à-vis des autorités favorisent les forces politiques qui jouent sur le repli sur soi et sur les sentiments identitaires, religieux et nationalistes. La montée de l'extrême droite d'un côté, et des idées communautaristes et religieuses de l'autre, sont deux évolutions réactionnaires parallèles, qui s'alimentent l'une l'autre.

Par facilité, l'extrême droite fascisante est souvent confondue avec le Rassemblement national (RN), mais elle ne peut pas y être assimilée. La mouvance identitaire se montre



Une boucherie du quartier turc de Nantes, saccagée et taguée les 3 et 6 novembre 2020.

ouvertement hostile aux immigrés et aux musulmans en particulier. « Islam hors d'Europe » ou encore « On est chez nous » sont leurs cris de ralliement. Coups d'éclat collectifs, appels au crime plus ou moins voilés sur les réseaux sociaux, passage à l'acte isolé comme récemment à Avignon avec l'attaque d'un commerçant maghrébin et différentes attaques contre des mosquées : les militants identitaires prônent l'action autoritaire, y compris violente. S'ils n'ont pas encore les moyens de leur politique, ils s'inspirent d'une idéologie et de méthodes fascistes, espérant que la crise leur donnera l'opportunité de se développer.

Le RN est une expression édulcorée de cette mouvance identitaire, une version aseptisée, car, pour le moment, Le Pen veut accéder au pouvoir par les urnes, dans le cadre du système parlementaire. Ses succès électoraux, confirmés aux dernières européennes, lui permettent de croire que ce n'est plus qu'une question de temps. Avec une génération de dirigeants qui ne se distinguent guère des autres politiciens, le travail de dédramatisation du RN est largement achevé. Pour être acceptée à la tête de l'État par la bourgeoisie, Le Pen est prête à réviser la partie de son programme concernant l'euro et l'Union européenne qui déplaît fortement à la classe capitaliste. Quant à sa politique protectionniste ou souverainiste, massivement rejetée il y a quelques années, la crise et l'exacerbation de la concurrence sont en passe d'en faire une option acceptable sinon utile aux yeux de certaines fractions patronales.

Le Pen se veut davantage une droite extrême qu'une extrême droite. Mais au-delà des visées des uns ou des autres, il y a l'évolution des forces sociales. Celles que le RN conforte et charrie dans son sillage

peuvent lui échapper. L'évolution politique peut propulser en avant des personnalités et des groupes violents anti-immigrés et fascisants qui débordent Le Pen, la ringardiseront et la supplanteront aux yeux des plus enragés.

À des rythmes différents, la crise et l'évolution de la société pousseront les classes sociales vers des solutions de plus en plus radicales et autoritaires. La lutte de classe exacerbée et les crises à répétition réclament des décisions autoritaires. Les décisions autoritaires contre la classe ouvrière sont dans l'intérêt de la bourgeoisie, qui ne peut plus préserver ses profits qu'en s'attaquant de plus en plus violemment aux conditions d'existence des classes populaires. Les intérêts des travailleurs exigeraient, aussi, des décisions autoritaires, mais dirigées contre la bourgeoisie, contre ses profits et sa fortune.

L'évolution du pouvoir vers l'autoritarisme surgit du fond d'une société en crise. Macron l'incarne par sa façon de gouverner à coups de conseils de défense et de mesures discrétionnaires. Une bonne partie de la classe politique l'assume en justifiant l'état d'urgence ou en remettant en cause « l'État de droit », tantôt pour lutter contre le Covid, tantôt pour lutter contre le terrorisme. « *La menace autoritaire et fasciste est inscrite dans la période* », écrivions-nous il y a un an, sur la base de l'évolution de la crise économique et sociale. Une multitude de signes confirment désormais cette évolution.

Dans cette période, le choix fait par Marine Le Pen d'abandonner les provocations de son père et sa recherche de respectabilité apparaissent presque à contretemps. En 1982, Jean-Marie Le Pen déclenchait une bronca politique quand il disait « *la France tu l'aimes ou tu la quittes* ». Après une reprise par De Villiers et Sarkozy,

on l'entend aujourd'hui de la bouche du ministre de l'Intérieur, Darmanin ou d'ex-ministres socialistes. Pendant des années, les partis en lice pour le pouvoir s'affrontaient en faisant valoir leur capacité à faire barrage à Le Pen. Aujourd'hui, la bête immonde qu'ils estiment devoir abattre est « l'islamo-gauchisme ».

L'autre force politique qui représente une menace grandissante pour le monde du travail est la mouvance de l'islamisme politique avec ses composantes intégristes et terroristes. Les assassinats du professeur d'histoire-géographie Samuel Paty, à Conflans, et de trois catholiques, dans la basilique de Nice, l'ont de nouveau mis au premier plan. L'important n'est pas tant de chercher à comprendre et distinguer les visées actuelles des différents courants composant cette mouvance que de raisonner à partir des forces sociales existantes et de leur évolution possible.

Le repli sur sa communauté supposée, le rejet de l'autre et la recherche d'un refuge dans la religion poussent sur un terrain nourri par la crise. Les militants intégristes spéculent sur ces tendances pour gagner du pouvoir sur ce qu'ils considèrent être leur communauté, une communauté qu'ils contribuent à fabriquer eux-mêmes en se servant de la religion et des pratiques rigoristes. Ils cherchent sciemment à creuser le fossé entre elle et le reste de la population.

L'audience des mosquées ou de tel ou tel imam sur les réseaux sociaux ainsi que la présence physique des militants intégristes et de leurs associations dans les quartiers populaires témoignent de leur vitalité. L'activisme de ces tendances vise aussi les écoles et les programmes scolaires, comme la cabale contre Samuel Paty l'a encore mis en lumière. Adversaires de la loi interdisant le

voile à l'école, elles n'ont cessé de la dénoncer en l'assimilant, comme la laïcité ou la liberté d'expression, à du racisme d'État contre les musulmans. Ces idées imprègnent une fraction importante des jeunes des quartiers populaires, qu'ils soient attachés ou pas à la religion.

Une fraction de la jeunesse s'empare de ces idées religieuses pour contester les injustices et pour se redonner une dignité et une identité qu'elle sent attaquées. À d'autres époques, elle s'était sentie représentée par des figures nationalistes en lutte contre l'impérialisme. Signe des temps, le « tiers-mondisme », qui représentait un nationalisme progressiste et influençait une partie de la jeunesse, a été remplacé par la mouvance fondamentaliste.

Ce courant politico-religieux intégriste recouvre un phénomène international très large avec des partis qui s'en réclament pour accéder au pouvoir ou qui y participent, voire le dirigent. Si le FIS en Algérie, Daech en Irak et en Syrie, ont été démantelés, en Iran, en Afghanistan, au Pakistan ou encore en Arabie saoudite et dans toutes les monarchies pétrolières du Golfe, ce courant est au pouvoir. Il nie non seulement la liberté des femmes, mais aussi les droits et les intérêts des travailleurs, leur liberté de contester, de s'organiser, de revendiquer et de faire grève. Défenseur de l'ordre social, antiouvrier, il représente, dans tous les pays où il est ou a été au pouvoir, une autre variante d'extrême droite.

L'influence de l'intégrisme ici a des conséquences aussi néfastes pour la classe ouvrière que le poison de l'extrême droite. Ces deux forces politiques divisent les travailleurs, dissolvent la conscience d'appartenir à une seule et même classe sociale. Dans le contexte de crise exacerbée, elles repré-



Sur une chaîne de production de l'usine Renault de Flins, près de Paris, le 6 mai 2020.

sentent des menaces graves pour la société et les travailleurs en particulier.

Activisme des militants intégristes et terrorisme des fanatiques d'un côté, influence grandissante des idées réactionnaires, anti-immigrés et racistes de l'autre: l'engrenage est en marche depuis des années. À chaque attentat terroriste et à chaque agression ou déclaration raciste, il entraîne de plus en plus de femmes et d'hommes. La situation ainsi créée a sa propre logique et personne ne la maîtrise.

LE PROLÉTARIAT ET LA PETITE BOURGEOISIE

Casser cet engrenage dépend de l'intervention de la classe ouvrière et de sa capacité à peser sur le terrain politique. L'année dernière, à cette même date, nous étions en pleine préparation de la grève du 5 décembre contre la réforme sur les retraites. Une certaine remontée de la combativité se faisait sentir dans les transports. Il n'y a rien de tel cette année. La pandémie et la menace de perdre

son travail se conjuguent pour peser sur le moral et la combativité ouvrière. La démolition et la perte des repères frappent souvent davantage les militants que les travailleurs de base. Pour l'heure, le monde du travail ne croit pas en ses forces et ne s'imagine pas entrer dans le combat contre la bourgeoisie. Pour une grande partie des classes populaires, la référence en matière de lutte et de contestation n'est pas le dernier mouvement de grève et de manifestation contestant les attaques contre les retraites, mais celui des gilets jaunes.

Une des menaces qui découlent de la crise est que si le prolétariat ne bouge pas ou peu, d'autres classes sociales bougent, en l'occurrence la petite bourgeoisie qui vit du commerce. C'est d'elle que sont venues les résistances les plus grandes aux sacrifices imposés par l'état d'urgence sanitaire. On en a eu un avant-goût avec la mobilisation des cafetiers et des restaurateurs opposés aux fermetures administratives en septembre et un autre exemple lorsque les petits commerces ont conduit le gouvernement à

fermer les rayons de produits non essentiels dans les grandes surfaces.

Leur protestation pour sauver leur commerce est compréhensible. Leur rage vis-à-vis d'un État qui n'a pas de pitié pour les petits et se soucie d'abord des intérêts de la grande bourgeoisie est fondée. En favorisant les plus gros, les grands groupes et les financiers, le gouvernement ne fait que refléter les rapports de force à l'intérieur de l'économie capitaliste. La distorsion de concurrence ou encore la concurrence déloyale sont inscrites dans la loi de la jungle du marché. Une concurrence respectueuse des intérêts des plus petits n'a jamais existé et n'existera jamais. Les petits commerçants se heurtent au fonctionnement de l'économie à laquelle ils sont enchaînés du fait de leur propre propriété. Déchirés entre leur attachement à la propriété privée et leur effroi devant les menaces du grand capital, ils n'ont pas de perspective.

La petite bourgeoisie se mobilisera-t-elle vraiment? Derrière quels objectifs? Le désarroi, l'aigreur et le dégoût

politique que certains expriment dans les rangs de cette petite bourgeoisie peuvent donner lieu au pire, en les transformant en masse de manœuvre pour préserver l'ordre social qui les broie. Le meilleur, lui, ne peut venir que de la classe ouvrière mobilisée, de sa capacité à s'adresser à la petite bourgeoisie et à l'entraîner derrière ses objectifs de combat contre le grand patronat.

La base de la petite bourgeoisie a un pied dans la classe ouvrière, ses sommets se confondent avec la bourgeoisie. Cet écartèlement est aussi politique. Dans les périodes de lutte de classe exacerbée qui posent la question du pouvoir sur la société, la petite bourgeoisie et ses porte-parole politiques hésitent. La dynamique objective d'une société divisée en deux classes, seules porteuses d'une organisation sociale, ne leur laisse d'autres choix qu'entre deux perspectives : ou la survie du capitalisme, y compris sous ses formes les plus barbares, ou l'avenir communiste que représente la classe ouvrière.

La petite bourgeoisie n'est elle-même porteuse d'aucune autre organisation économique. La grande masse des petits commerçants, des artisans, des indépendants, ne combattra les capitalistes que si elle y est entraînée par la force des travailleurs en lutte. En l'absence de telles luttes, elle ne peut que



Contre un nouveau plan de licenciements chez Nokia (Alcatel) à Lannion, en Bretagne, manifestation en octobre 2020.

se transformer en supplétive de ce même grand capital et renforcer politiquement les forces les plus réactionnaires qui travaillent pour un futur plus autoritaire, plus antiouvrier, plus anti-immigrés.

FACE À LA CRISE HISTORIQUE DU CAPITALISME

Si la classe ouvrière ne parvient pas à se mobiliser derrière ses intérêts de classe, la bourgeoisie et ses serviteurs politiques la condamneront à l'appauvrissement et au recul généralisé. Ils condamneront toute la société au pourrissement social et politique. La bourgeoisie elle-même ne voit pas de solution à la crise historique de son système. La logique de ce-

lui-ci la pousse, pour survivre, à démolir les conditions d'existence de la classe ouvrière. Soit l'humanité trouve la possibilité de se débarrasser de sa vieille peau capitaliste grâce à la prise du pouvoir par le prolétariat, soit elle s'y étouffe.

Le problème ne se résume pas au retour de la combativité ouvrière. Il faut encore que les travailleurs aient conscience du fait qu'ils ont à arracher le pouvoir de la bourgeoisie et à le prendre en mains, sans quoi la société s'enfoncera dans la barbarie. Dans les phases les plus aiguës de la lutte de classe, cette conscience ne sera pleine et entière que si elle est incarnée dans un parti communiste révolutionnaire capable de défendre l'objectif de la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

5 novembre 2020

Motion

Afin d'assurer la présence du courant communiste révolutionnaire à l'élection présidentielle de 2022 et d'y faire entendre le camp des travailleurs, Lutte ouvrière décide de présenter la candidature de Nathalie Arthaud.



Discussion sur les textes d'orientation (extraits)

Première partie

Comme d'habitude, et peut-être un peu plus que d'habitude, un grand nombre de questions ont déjà été discutées localement. Ces questions ont été extrêmement diverses.

Certaines ont porté sur des notions de base, notamment de l'économie politique marxiste, comme, par exemple, l'idée que la plus-value produite par l'exploitation des travailleurs l'est à l'échelle de l'ensemble de l'économie, et non pas entreprise par entreprise; et que tout se passe comme si les multiples ruissellements de profits extraits des travailleurs par l'exploitation, que s'approprie la classe capitaliste, étaient versés dans une sorte de cagnotte commune qui est ensuite répartie au prorata des capitaux investis ou placés.

À ce type de questions, il a été répondu localement. Nous y reviendrons d'autant moins ici que nos textes de congrès ne visent évidemment pas à se substituer à la culture politique marxiste. Dans ce domaine, rien ne remplace l'étude ou la relecture autant de fois que nécessaire des œuvres de Marx (*Salaire, prix et profit; Travail salarié et capital; et surtout Le Capital* lui-même, au moins la partie des ouvrages de vulgarisation comme *Marx vu par Trotsky* ou encore la sélection faite par Borchardt).

D'autres questions ont donné lieu à de longs débats dont certains ont révélé des incompréhensions de fond. Certaines ont été clairement formulées, d'autres pas. Dans cette deuxième catégorie, il y avait des critiques du style: telle information n'est pas assez nuancée ou elle est exagérée, etc. C'est ce type de questions qui a donné lieu, souvent, à des débats avec des interventions nombreuses.

La préparation du congrès et nos textes d'orientation sont les fruits de l'ensemble de ces discussions.

QUESTIONS PARTICULIÈRES, COMPRÉHENSION GLOBALE ET DÉMARCHE MARXISTE

Ces différents niveaux de discussion ne sont pas seulement techniques. Ils soulèvent un problème politique, un problème de méthode de raisonnement.

Les questions particulières peuvent déboucher sur un approfondissement, et c'est leur utilité. Mais, même lorsque cet approfondissement est réel, lorsqu'on va jusqu'au bout du raisonnement, il ne faut jamais oublier l'ensemble du raisonnement qui doit être guidé par le marxisme, c'est-à-dire la conception matérialiste, dialectique, de l'histoire.

tique, de l'histoire.

Cela veut dire aborder toutes les questions concrètes, partielles, en n'oubliant pas l'ensemble, en n'oubliant pas l'infinité des interactions de la vie sociale, non pas entre un nombre limité d'individus, mais à l'échelle de l'ensemble de l'humanité. L'approfondissement de certaines questions ne doit pas non plus nous faire perdre de vue que cet ensemble est en changement en permanence.

Le raisonnement marxiste, c'est notre outil fondamental pour nous qui sommes une petite organisation, avec une implantation modeste parmi les travailleurs. C'est notre principal lien avec la classe ouvrière, avec ses expériences passées et présentes, avec sa perspective historique.

Notre ambition avec nos textes de congrès n'est pas de réinventer le marxisme à partir de l'actualité, mais d'essayer de comprendre l'actualité grâce à cet outil formidable qu'est le marxisme. C'est pourquoi nous nous appuyons si souvent sur des raisonnements du passé remontant à Marx, ou à des générations ultérieures (Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky).

C'est leur façon de raisonner qu'il faut comprendre et assimiler, en profondeur. Ce n'est pas une collection de recettes,

pas le *Petit livre rouge* de Mao. Encore moins ce Canada dry du marxisme que le stalinisme a imposé de par le monde. Le slogan publicitaire de cette marque de soda affirmait : « *Canada Dry a la couleur de l'alcool, le goût de l'alcool... mais ce n'est pas de l'alcool.* »

Chaque expérience du passé du mouvement ouvrier est, d'un côté, une expérience unique : on ne reverra pas une deuxième fois à l'identique ni la Commune de Paris, ni la révolution prolétarienne de 1917 en Russie, ni juin 1936... Et pourtant, l'apport des véritables intellectuels du mouvement ouvrier, à commencer par Marx, était leur capacité à dégager d'une multitude d'expériences éparses un certain nombre de lois, et sur le fonctionnement du capitalisme dans son ensemble, et sur les tâches qui en découlent pour le courant révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Pour formuler les choses autrement : en partant des questions concrètes qui sont si diverses et si changeantes, il ne faut pas qu'elles morcellent notre raisonnement au point d'oublier le nombre infini de liens entre les différents phénomènes sociaux. Nous y reviendrons à propos du fascisme.

SUR L'AGGRAVATION DE LA CRISE DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

Un grand nombre de questions ont été discutées à propos de ce texte.

L'ensemble du raisonnement est formulé dans le texte. On peut le relire et le relire encore, jusqu'à ce que l'arbre de telle ou telle formulation cesse de cacher la forêt du raisonnement. Et par notre raisonnement, nous n'entendons pas seulement ce qui est écrit dans le texte de cette année, mais aussi des années précédentes.

Le caractère annuel de notre congrès fait que nous revenons tous les ans sur différents aspects qui marquent l'évolution de l'économie capitaliste mondiale, sans forcément redire ce qui a été dit l'année précédente.

Ce que nous avons voulu souligner particulièrement cette année est formulé dans le premier paragraphe du texte :

« La crise de l'économie capitaliste a connu cette année une aggravation brutale. La pandémie du coronavirus en a été un facteur d'amplification, mais pas la cause fondamentale. La concordance et l'interaction entre la crise économique et la crise sanitaire ont en revanche servi à nombre d'économistes de la bourgeoisie à brouiller la réalité entre ce qui est dû à l'interruption forcée de l'activité économique et ce qui est dû au fonctionnement du capitalisme en crise. »

C'est de ce constat que nous tirons la conclusion que l'aggravation de la crise aura inévitablement des conséquences sociales, changera inmanquablement le rapport entre les classes sociales et déterminera toute une partie de notre activité militante.

La modification du rapport des forces entre la bourgeoisie, surtout ses sommets, et le prolétariat est déjà tangible du fait de l'accroissement brutal de la pauvreté, même dans les riches pays impérialistes, et l'enrichissement en même temps de la grande bourgeoisie.

Mais l'aggravation de la crise modifiera aussi les rapports sociaux entre la classe ouvrière et les différentes couches de la petite bourgeoisie. Là, tout n'est pas encore visible, mais pour nos tâches militantes, il est essentiel d'anticiper.

Nous insistons sur le fait que, dans bien des domaines, il s'agit d'indices sur des évolutions qui ne se sont pas encore déployées, mais dont les conséquences

prévisibles risquent d'être importantes. Importantes pour l'ensemble de la société. Importantes pour notre activité militante.

La crise économique dure depuis si longtemps déjà que les expressions « crise séculaire » ou « stagnation séculaire » sont entrées dans le vocabulaire courant, tant l'histoire économique des dernières décennies témoigne de l'incapacité de l'économie à sortir du marasme sur la base du capitalisme (baisse des investissements productifs, stagnation, voire recul de la production matérielle, accroissement des inégalités, menaces périodiques de crises financières, etc.).

COMPARAISON AVEC 1929 OU 2008

Certaines discussions ont porté sur la comparaison avec la crise de 1929. D'autres avec le début d'effondrement bancaire en 2008. On peut toujours faire des comparaisons, mais il faut bien réaliser que la question qui se pose n'est pas de savoir ce qui est plus grave, entre la menace de l'effondrement bancaire de 2008 ou le recul important, en cette année 2020, de la production de biens matériels.

Si la crise dite des subprimes avait abouti en 2008 à provoquer un effondrement du système bancaire, cela aurait de toute façon débouché sur un effondrement de la production. On se souvient que les États impérialistes ont réussi à stopper l'effondrement bancaire en injectant des milliards dans l'économie. Mais la médication de 2008 s'est révélée un poison pour les années suivantes. Les sommes déversées dans l'économie ont fini par alimenter un peu plus la spéculation au détriment des investissements productifs.

On peut comparer cela avec le sida. Un malade du sida

peut mourir d'une multitude de maladies, jusques et y compris d'une simple grippe, voire d'une infection qu'un individu sain ne remarquerait peut-être même pas. Car, en réalité, le problème n'est pas la maladie précise dont meurt le malade, mais l'affaiblissement ou la destruction des défenses immunitaires laissant la porte ouverte à n'importe quelle infection.

Là où s'arrête la comparaison, c'est que l'humanité trouvera et est en train de trouver la médication contre le sida, alors que la seule façon de guérir la société humaine du capitalisme en crise, c'est de le détruire, pour le remplacer par une forme d'organisation économique correspondant au niveau de développement de notre époque.

LES RAISONS DE LA FINANCIARISATION

Disons quelques mots sur l'évolution du capitalisme vers une financiarisation croissante. Nous en parlons depuis bien des années. Des camarades demandent : comment expliquer que les coteries capitalistes les plus puissantes privilégient les placements financiers par rapport aux investissements productifs, alors que la plus-value globale à la base du profit des uns et des autres ne peut venir que de l'exploitation, c'est-à-dire, en dernier ressort, de la production ?

Mais c'est une façon biaisée de poser le problème. Le comportement de chaque capitaliste, de chaque groupe capitaliste, est une chose. Le fonctionnement de l'ensemble du système en est une autre. La soif de profit du capitaliste individuel est un moteur suffisant pour expliquer son comportement individuel. Ce que Lénine avait résumé par l'expression que nous citons pour ainsi dire à chaque congrès :

«Le capitaliste est prêt à vendre la corde pour le pendre.» Les lois de l'économie capitaliste s'imposent à travers l'agitation désordonnée, les chocs multiples des intérêts individuels contradictoires, par la concurrence, par la compétitivité.

Il en est ainsi de la financiarisation qui s'impose à notre époque comme une tendance de l'évolution de l'impérialisme. Pour en comprendre le mécanisme, nous en avons une illustration avec ce qui se passe sous nos yeux.

Nous constatons, dans le texte d'orientation, que pour faire face à la phase actuelle de la crise, les banques centrales ont déversé dans l'économie des centaines de milliards de crédits. Mais face à cette offre de crédits supplémentaires mis à la disposition de la classe capitaliste, il y a une demande. Sur ce qu'on appelle le marché financier, face aux États qui empruntent, il y a ceux qui ont de quoi prêter, c'est-à-dire les groupes financiers, les banques, les sociétés d'assurance, les officines spécialisées dans la gestion des placements d'argent pour le compte des capitalistes.

UN CAPITALISME USURAIRE

Les groupes financiers prêteront d'autant plus facilement aux États que prêter aux États impérialistes, aux États-Unis, au Japon ou à la coalition d'États qu'est l'Union européenne, est un placement qui passe pour relativement sûr, à remboursement garanti.

Prenons comme exemple l'Union européenne, surtout depuis qu'elle a décidé de mutualiser dans une certaine mesure la dette de ses différents États, ce qui signifie faire garantir par les États les plus riches le remboursement d'une partie de la dette même des États les plus pauvres. De la part de l'Union

européenne, cela représentera un emprunt de 750 milliards d'euros. Du côté des groupes financiers, cela représente la même somme prêtée, moyennant intérêts.

Cette somme considérable augmentera les sommes encore plus considérables qui sont déjà à la recherche de placements avantageux à l'échelle du monde. Les dirigeants du monde capitaliste et ceux en particulier de l'Union européenne savent que, face à leurs besoins d'argent, il y a des groupes financiers qui ne demandent qu'à prêter, surtout dans une période où placer son argent dans un grand nombre d'entreprises industrielles, menacées de faillite, est risqué.

Aujourd'hui, nous voyons le démarrage d'un mécanisme dont il n'est pas difficile de prévoir l'enchaînement. On n'a même pas eu le temps d'oublier le « quoi qu'il en coûte » de Macron, c'est-à-dire l'argent à gogo mis à la disposition des capitalistes, qu'on entend déjà d'autres voix officielles du monde capitaliste en rappeler la contrepartie. Pour n'en citer qu'une, celle de Moscovici, ex-ministre socialiste, ex-commissaire de l'Union européenne et aujourd'hui président de la Cour des comptes, qui proclamait sur une chaîne de télévision : « Une dette, ça peut se restructurer, ça peut se renégocier, ça peut même être partiellement annulé, mais, au bout du compte, il faut la rembourser. »

Ce qui signifie, par exemple, que même le chômage partiel est un « cadeau » empoisonné et qu'on devra le rembourser. Et le « on » en question, c'est nous, que nous ayons bénéficié du chômage partiel ou pas.

Et, devant nous, se met en place une étape supplémentaire de la financiarisation. C'est en même temps une étape supplémentaire dans le devenir d'un capitalisme impérialiste de plus en plus usuraire.



Manifestation à Athènes, le 18 mai 2017, contre des coupes dans les retraites et des hausses d'impôts, applicables entre 2019 et 2021.

Ce qu'ont vécu les classes populaires en Grèce, nous le vivrons, y compris dans les pays impérialistes les plus riches. On ne peut que spéculer sur l'infinité des moyens qu'ont les États pour prélever l'argent : blocage des salaires et des retraites ; réduction des effectifs dans les services dits publics ; augmentation des cotisations sociales, des loyers, de l'énergie (gaz, électricité, eau), des taxes qui frappent les produits de consommation courante ; diminution des allocations et des prestations, etc.

Nous pouvons faire marcher notre imagination, mais soyons sûrs que les États trouveront plus que nous les moyens de faire payer la classe ouvrière et plus généralement toutes les classes laborieuses. Le capitalisme sénile se donne de moins en moins la peine d'exploiter directement ses salariés. Il charge son appareil d'État de la tâche. Le grand capital se donne les moyens de prélever sa prébende croissante sur la société sous la forme du remboursement perpétuel des intérêts de la dette. Perpétuel jusqu'à ce que le prolétariat,

en expropriant la bourgeoisie, annule par la même occasion toutes les dettes. Comme l'a fait le prolétariat russe en 1917.

SUR LE FASCISME

Les assemblées locales ont débattu d'une série de questions sur le fascisme.

La possibilité de l'émergence d'un mouvement de type fasciste, nous l'évoquons depuis toujours. Cela fait partie de notre culture politique tant que la grande bourgeoisie domine la société. Comme doit faire partie de notre culture politique la conscience que la bourgeoisie se battra bec et ongles pour préserver sa dictature sur la société. Et ce sont les mêmes périodes de crises graves, susceptibles de conduire à la révolution prolétarienne, qui favorisent l'émergence de mouvements fascistes. Des périodes de crises où la société ne trouve pas de solution dans le cadre capitaliste. Des périodes où la lutte de classe devient particulièrement aiguë et se transforme en lutte pour le pouvoir.

Trotsky avait résumé cela

dans l'expression : « *Si le parti communiste est le parti de l'espoir révolutionnaire, le fascisme en tant que mouvement de masse est le parti du désespoir contre-révolutionnaire.* »

Mais il faut savoir de quoi nous voulons parler. Et déjà, ne pas se contenter de raisonner en fonction des seules situations qui permettent à un mouvement de type fasciste de s'emparer du pouvoir politique, avec l'autorisation, voire à la demande explicite de la grande bourgeoisie.

Cela ne s'est produit sous sa forme pour ainsi dire chimiquement pure que dans deux pays, en Italie sous Mussolini et en Allemagne sous Hitler. Mais l'entre-deux-guerres a vu émerger une multitude de mouvements de type fasciste qui ont pesé sur l'histoire des pays où ils se sont développés, en composant de diverses façons avec les appareils d'État bourgeois en place.

Alors, avant de revenir sur ce qui était commun à ces différents mouvements fascistes, nous voudrions souligner que, pour le moment, la dynamique est à peine engagée. Il s'agit



Images de vidéosurveillance du tabassage de Michel Zecler, le 21 novembre 2020.

d'un raisonnement par anticipation sur ce qui peut se passer, sur ce qui menace de se passer avec l'aggravation de la crise.

Mais, même si c'est une anticipation pour le moment, les échéances pour qu'elle devienne réalité peuvent être extrêmement proches. Car les éléments humains, les futurs soldats du rang des troupes fascistes, existent déjà, comme en existent les futurs cadres. Tant que le capitalisme n'est pas détruit, comme disait Brecht, « *le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde* ».

Regardez avec quelle rapidité sont apparus au grand jour aux États-Unis tous les courants racistes, du Ku Klux Klan et des suprémacistes blancs à d'autres courants de l'extrême droite violente.

Dans l'Italie des années 1920 comme dans l'Allemagne des années 1930, les cadres, les futurs officiers du mouvement fasciste, étaient issus d'une génération d'officiers et de sous-officiers qui avaient fait la guerre, socialement frustrés une fois la guerre finie et qui ont appris pendant la guerre à user de violence. À l'époque présente, ces cadres seront-ils issus d'une des innombrables guerres menées par les États-Unis au Vietnam, en Afghanistan ou en Irak, et par la France dans ses ex-colonies sous prétexte de la lutte contre le terrorisme? Nous n'en savons rien.

Ici en France, certains sont déjà présents dans les commissariats, comme ceux qui ont tabassé le producteur de musique noir Michel Zecler.

L'ANALYSE DU FASCISME PAR LÉON TROTSKY

Pour comprendre ce qu'est le fascisme, nous avons la chance d'avoir en héritage les écrits de Trotsky.

Nous savons qu'un des apports essentiels de Trotsky est l'explication de la dégénérescence de l'État ouvrier soviétique et de l'émergence

d'une bureaucratie contre-révolutionnaire. C'est à lui aussi que nous devons une analyse pertinente du fascisme dont il a suivi l'émergence en Italie, en Allemagne et dans un grand nombre d'autres pays, y compris en France. Au début des années 1920, en tant qu'un des principaux dirigeants de l'Internationale communiste. Plus tard, chassé de l'Union soviétique, dans l'opposition au stalinisme.

Discuter du fascisme comme si c'était une simple question de vocabulaire, sans avoir lu et étudié ce qu'a écrit Trotsky tout au long des quelque vingt ans qui vont de la fondation des premiers « faisceaux de combat » par Mussolini en mars 1919 jusqu'à la mort de Trotsky, c'est au mieux de l'amateurisme et, en réalité, du bavardage stérile.

Nous voudrions citer un extrait d'un rapport fait par Trotsky devant l'assemblée des vétérinaires de Moscou le 28 juillet 1924, alors que le fascisme était déjà au pouvoir en Italie, mais neuf ans avant l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne. Trotsky y est très nuancé dans le constat et très



En Italie, dès 1919, des escouades paramilitaires se forment en réaction aux luttes des travailleurs et constituent les premiers faisceaux de combat de Mussolini.

clair dans le raisonnement et la généralisation :

« *Le fascisme peut, selon les pays, avoir des aspects divers, une composition sociale différente, c'est-à-dire se recruter parmi des groupes différents; mais il est essentiellement le groupement combatif des forces que la société bourgeoise menacée fait surgir pour repousser le prolétariat dans la guerre civile. Quand l'appareil étatique démocratique-parlementaire s'empêtre dans ses contradictions internes, quand la légalité bourgeoise est une entrave pour la bourgeoisie elle-même, cette dernière met en action les éléments les plus combattifs dont elle dispose, les libère des freins de la légalité, les oblige à agir par toutes les méthodes de destruction et de terreur. C'est là le fascisme. Ainsi donc, le fascisme est l'état de guerre civile pour la bourgeoisie qui rassemble ses troupes, de même que le prolétariat groupe ses forces et ses organisations pour l'insurrection armée au moment de la prise du pouvoir.* »

Une autre formulation de Trotsky date de 1930, donc bien avant l'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne : « *Sous les coups de la crise, la petite bourgeoisie a basculé, non du côté de la révolution prolétarienne, mais du côté de la réaction impérialiste la plus extrémiste, entraînant des couches importantes du prolétariat* »¹.

FASCISME ET RÉGIME AUTORITAIRE

D'autres discussions ont mélangé l'évolution autoritaire de l'État avec le fascisme. Même si les deux constituent des offres de service à la bourgeoisie, il s'agit d'étapes différentes et de moyens utilisés différents.

Avant l'arrivée de Hitler au pouvoir, il y avait des régimes archi-réactionnaires par rapport auxquels l'évolution au-

toritaire d'ici en France fait pâle figure. Sous la houlette de Hindenburg, tous les régimes qualifiés de bonapartistes qui ont précédé l'arrivée au pouvoir de Hitler étaient des régimes très autoritaires, mais qui composaient quand même avec le mouvement ouvrier qui existait. Alors que le but du fascisme, c'est de démolir le mouvement ouvrier complètement.

Il ne faut pas raisonner en se disant qu'aujourd'hui, il n'y a pas de parti ouvrier à détruire. Dans plusieurs textes, Trotsky explique que l'utilisation par la bourgeoisie d'un mouvement fasciste poussée jusqu'au bout a pour objectif de démolir complètement tous les éléments de démocratie ouvrière que les luttes passées du mouvement ouvrier ont imposés à l'intérieur même de la société capitaliste.

Et par « éléments de démocratie ouvrière », Trotsky n'entendait pas seulement les partis politiques que le mouvement ouvrier s'est donnés au fil de ses combats pour son émancipation. Trotsky entendait par là aussi, bien sûr, les syndicats, même les plus réformistes, même les plus pleutres face à la bourgeoisie. Mais aussi, surtout à l'époque, une multitude de coopératives, d'associations mises en place par le mouvement ouvrier, y compris des associations sportives. Les islamistes radicaux savent d'ailleurs bien créer et utiliser toutes sortes d'associations pour développer leur influence.

Alors, aujourd'hui, il n'y a pas énormément de choses à démolir ? Mais si ! La lutte de classe continue même lorsque les travailleurs ne réagissent qu'à un niveau élémentaire contre telle ou telle injustice ou saloperie.

Les syndicats sont un des piliers de la démocratie parlementaire bourgeoise en



Une du *Point* du 16 janvier 2020 représentant Philippe Martinez. Le propriétaire de l'hebdomadaire, le milliardaire François Pinault peut y faire passer sa haine de classe.

contribuant à assurer la « paix sociale ». Mais ils constituent en même temps des canaux par lesquels s'exprime la lutte de classe à un niveau élémentaire. Le fascisme, c'est le choix de la bourgeoisie de briser tout cela et d'écraser tous les canaux par lesquels peut s'exprimer une contestation ouvrière.

Même les grèves, – on peut dire que, par rapport aux dangers qui menacent la classe ouvrière, ce n'est pas grand-chose – mais on peut en faire, on ne sera pas fusillé pour autant. On peut être militant de la classe ouvrière, on peut être syndicaliste, sans encourir le risque qu'on vous fasse boire de l'huile de ricin devant la boîte, pour vous humilier.

LE FASCISME SOUS COULEURS ISLAMISTES

Dans le texte « Socialisme ou barbarie », nous écrivons : « ... le courant fasciste qui se revendique de l'islam... »

Cette expression décrit un phénomène incontestablement nouveau, du moins dans l'ampleur qu'il prend. Encore que... l'expression a déjà été utilisée dans l'Internationale communiste.

Original et produit de notre

¹ *Le tournant de l'Internationale communiste et la situation en Allemagne* (26 septembre 1930).

époque, même si des pouvoirs autoritaires, dictatoriaux se revendiquant de l'islamisme ne sont vraiment pas une nouveauté. Mais justement, utiliser cette expression a l'avantage de distinguer un pouvoir dictatorial déjà établi d'un mouvement qui ambitionne de prendre le pouvoir en s'appuyant sur une mobilisation contre-révolutionnaire. La parenté entre les deux phénomènes réside précisément dans ce côté mobilisation révolutionnaire, en réalité contre-révolutionnaire.

Il y a un autre point commun avec les mouvements fascistes de l'entre-deux-guerres en Italie et en Allemagne: c'est la démagogie qui s'appuyait sur des colères, ou en tout cas sur des frustrations réelles. Mussolini était un ex-dirigeant du Parti socialiste italien, qu'il combattit ensuite, et il avait pour slogan: «Les socialistes parlent de révolution, mais ils ne savent qu'en parler sans la faire, alors que nous, les fascistes, nous la ferons.» Le parti de Hitler, de son côté, portait dans son nom national-socialiste le mot «socialiste» et même «ouvrier». Les deux s'appuyaient sur des formulations anticapitalistes, tout en se mettant au service du capitalisme menacé.



Dimanche 18 octobre, place de la République à Paris, après l'assassinat par un islamiste de l'enseignant Samuel Paty.

La démagogie des islamistes radicaux s'appuie sur des sentiments anti-impérialistes, anticolonialistes, anti-américains, pour les détourner et les canaliser au profit de leur lutte pour le pouvoir. Et quand nous parlons de pouvoir, il s'agissait pleinement de cela en Algérie, pendant la décennie noire marquée par le terrorisme du Fis, ainsi que dans les régions de Syrie ou d'Irak où s'est constitué Daech.

Bien sûr, la lutte pour le pouvoir par des organisations terroristes islamistes n'a pas la même signification ici, en France. Mais c'est quand même une lutte pour le pouvoir sur la communauté de ceux de confession musulmane ou qui y sont assimilés malgré eux. Et c'est une lutte pour le pouvoir même vis-à-vis de gens comme les enseignants contraints de s'autocensurer pour leurs discours ou leur façon d'agir.

CRISE SANITAIRE, MESURES AUTORITAIRES ET EMBRIGADEMENT

Dans les discussions locales, certains camarades ont contesté l'affirmation dans le texte «Aujourd'hui comme hier, socialisme ou barbarie»: «*Ici même, en France, la crise sanitaire et les mesures gouvernementales pour la combattre sont un moyen d'embrigader la population pour l'habituer à obéir. La pandémie et les moyens employés pour la freiner ne servent pas seulement à dissimuler les responsabilités passées et présentes de l'État dans l'insuffisance criminelle des moyens matériels et humains de l'hôpital public. Ils sont utilisés pour préparer un avenir plus autoritaire.*»

Pour appuyer leurs critiques, ils ont évoqué un certain nombre de fonctions utiles de l'État, ainsi formulées par un de ces camarades: «*Pour n'en rester qu'au domaine sanitaire,*

l'obligation de vacciner les enfants contre la poliomyélite ou la tuberculose avait-elle un caractère autoritaire critiquable? Le dépistage systématique du cancer colorectal ou du cancer du sein est-il un moyen de contrôler de façon autoritaire la population?» Et il a demandé que ce paragraphe soit purement et simplement retiré du texte.

Il n'est pas question d'introduire en contrebande dans nos textes d'orientation des formulations qui conduisent à un raisonnement typiquement réformiste en oubliant le b.a.-ba de la conception marxiste de l'État.

Nous ne voyons vraiment pas ce que ces considérations sur la vaccination obligatoire ou le dépistage systématique du cancer colorectal ont à faire dans un texte d'orientation politique de Lutte ouvrière! Au mieux, c'est parler pour ne rien dire. Au pire, justifier l'utilité de l'État en évoquant les domaines où il fait des choses utiles, c'est opposer aux affirmations des marxistes pour qui «L'État, c'est les bandes armées» qu'il y a des flics qui font traverser la rue aux personnes âgées.

Nous administrer la leçon que l'État de la bourgeoisie fait aussi des choses utiles, voire indispensables, c'est ridicule.

LE RÔLE DE L'ÉTAT BOURGEOIS

Pour tout marxiste, l'État, tout bourgeois qu'il soit, peut remplir des rôles utiles! Il est même une nécessité absolue pour la survie d'une société divisée en classes. C'est une des questions de fond qui oppose depuis toujours le marxisme et le courant anarchiste, pour qui l'État, c'est la source même du mal et c'est par sa destruction que commence le cheminement vers la société future.

«L'État, produit des contradictions de classe irréconcil-

liables » est le sous-titre du premier chapitre de *L'État et la révolution* de Lénine. Le troisième s'intitule : « L'État, instrument d'exploitation de la classe opprimée. »

L'ANALYSE DE L'ÉTAT, AU CŒUR DE L'OPPOSITION MARXISME/RÉFORMISME

Là, cependant, où l'on dérive d'un « oubli » du b.a.-ba du marxisme vers des raisonnements typiquement réformistes, c'est lorsqu'on légitime

ou soutient le rôle de l'État, ne serait-ce que dans la lutte contre le coronavirus.

Oui, c'est précisément parce que l'État est celui de la classe qui domine et dirige la société qu'il prend en charge une multitude de fonctions y compris utiles ! Et alors ? Il n'en découle nullement qu'on saucissonne en deux notre attitude entre les fonctions indispensables de l'État et ce qui est son rôle fondamental dans la société dominée par la bourgeoisie.

C'est du même type que le rai-

onnement des staliniens, quand ils évoquaient le rôle utile de De Gaulle face à l'invasion allemande pour justifier leur politique d'alignement ; et, avant eux, des réformistes de l'an 1914 qui, sous prétexte qu'il y avait une situation exceptionnelle, la guerre, et que, dans cette guerre, l'État jouait un rôle utile, déclaraient qu'il fallait le soutenir ! Eh bien, non, coronavirus ou pas, l'État bourgeois reste l'ennemi, et quelle que soit sa politique, l'objectif fondamental des communistes révolutionnaires est sa destruction !

Deuxième partie

La situation du confinement a suscité de nombreuses discussions, en rapport avec le texte sur la situation intérieure et le texte « Socialisme ou barbarie ». La période du premier confinement et du déconfinement qui l'a suivi fut beaucoup plus tendue et anxiogène que celle d'aujourd'hui, parce qu'on découvrait le virus, parce qu'on voyait les hôpitaux débordés, parce qu'il n'y avait pas de masques. La pression sanitaire était forte et il y avait des problèmes politiques nouveaux.

LE CONFINEMENT

Nous n'avons jamais été des militants du confinement.

Pas même en mars-avril. Au début du premier confinement, nous avons dénoncé la politique patronale consistant à faire tourner les entreprises et à envoyer les ouvriers au casse-pipe, alors que le gouvernement et les soignants suppliaient la population de se protéger en restant chez elle. Et beaucoup de camarades ont bataillé, à juste titre, pour que leur entreprise s'arrête et pour qu'ils

puissent rester chez eux. Mais cela n'a jamais fait de nous des militants du confinement.

Nous avons toujours souligné les conséquences terribles de ce confinement pour les familles ouvrières en termes de pertes de salaire, d'emplois, et de problèmes de logement. Et surtout, nous avons dénoncé le fait que pour des millions de travailleurs, il n'y avait pas de confinement possible ! Ils n'avaient pas de solution pour se protéger, ils étaient forcés d'aller travailler pour que la société tourne ! C'est vrai dans les hôpitaux bien sûr, mais aussi dans toutes les activités dites essentielles.

Pour beaucoup de travailleurs, le confinement était une solution qui posait plus de problèmes qu'elle n'en résolvait. Il était un pis-aller pour la bourgeoisie et le gouvernement. Mais c'est la classe ouvrière qui a fait les sacrifices les plus lourds. Assez vite d'ailleurs, beaucoup de travailleurs ont eu envie que cela s'arrête. Quand le patronat a levé très progressivement le confinement, il n'a jamais manqué de volontaires.

C'est une période où les travailleurs ont été très divisés, entre eux, mais aussi dans leur for intérieur, parce qu'entre



Contrôle des attestations de déplacement devant un hypermarché près d'Épinal, dans la région Grand-Est, le 12 novembre 2020.

leur problème d'argent et le danger de reprendre le travail et de tomber malade, il n'y avait pas de bonne solution. Le même dilemme s'est d'ailleurs posé sur la question d'envoyer ou pas les enfants à l'école.

Il a alors fallu pas mal discuter entre nous pour trouver la bonne attitude et surtout pour se sortir de la tête que se confiner était un acquis qu'il fallait préserver le plus longtemps possible : c'était le réflexe de la plupart des syndicalistes, mais ce n'était pas celui des travailleurs.

Nous avons milité pour appeler les travailleurs à prendre les choses en main, à défendre leurs intérêts que ce soit dans le cadre du confinement ou du déconfinement. Nous avons mis en avant l'idée du contrôle ouvrier non seulement sur les conditions de travail dans l'entreprise, mais sur le fonctionnement de la société parce qu'il n'y avait aucune confiance à avoir ni dans le patronat ni dans le gouvernement.

Nous n'avons jamais transformé le confinement en totem, nous ne nous sommes pas transformés en médecins ou en avant-garde sanitaire. Nous avons cherché à défendre et porter les intérêts généraux des travailleurs, et milité en communistes révolutionnaires.

Nous revenons sur ces questions parce qu'au fond, nous avons encore aujourd'hui les mêmes discussions. Elles furent déclenchées dans plusieurs des assemblées locales préparatoires à ce congrès à propos de l'emploi de l'expression « confinement moyenâgeux ». C'est en fait une idée banale, reprise de tous les côtés. Le 18 décembre, Dominique Seux, un journaliste du journal patronal *Les Échos* qui tient une chronique sur France Inter a commencé son intervention en parlant de mesures moyenâgeuses. Et on ne peut pas dire qu'il soit très



L'ANNOUVELLE REPUBLIQUE.FR

En octobre, à Vendôme, dans le Loir-et-Cher, cette maison de retraite a de nouveau interdit les visites, après la contamination de 8 agents et 18 résidents, dont un est décédé.

critique de la gestion sanitaire par le gouvernement !

Il n'y a pas là de jugement médical. C'est un jugement politique. Nous ne voulons pas discréditer le confinement, nous voulons discréditer le pouvoir, les classes dirigeantes qui se retrouvent, au 21^e siècle, à devoir recourir à une méthode du Moyen Âge, malgré les moyens modernes actuels, malgré les connaissances et les progrès scientifiques accumulés, y compris sur les maladies infectieuses.

C'est tout un ordre social qui est en cause ! Les dirigeants de la planète se sont retrouvés sans aucun plan pour affronter une épidémie, sans masques, sans respirateurs, sans écouvillons pour tester... mais ils font des plans pour envoyer des missions sur Mars, la Nasa en projette une en 2033. Ce décalage est accablant, il est lié à la direction aveugle et parasitaire de la bourgeoisie.

Alors ce mot est un jugement politique, il est accusatoire. Le recours au confinement est un aveu d'échec des classes dirigeantes. Elles le disent elles-mêmes. Ni les dirigeants politiques ni la bourgeoisie ne voulaient de ce confinement. Ils ne s'y sont résolus qu'en dernière extrémité, et d'ailleurs souvent trop tard.

Le confinement a son utilité

sur le plan sanitaire. Il a une efficacité redoutable puisqu'il coupe les contacts humains ! Mais cela n'enlève rien à son caractère archaïque.

Le confinement a été une source de sacrifices et de souffrances pour de très nombreux travailleurs. Et ne parlons pas de ce qui s'est passé dans des pays comme l'Inde, où il a été synonyme de famine pour des millions de femmes et d'hommes. Nous parlons d'ici, des files d'attente devant les soupes populaires, de l'isolement des personnes en Ehpad.

Ce confinement a mis en colère des millions de personnes, et cela doit nous mettre, nous aussi, en colère. En colère, non pas contre ceux qui dérogent au confinement, mais contre ceux qui nous ont plongés dans cette situation ! Et cette colère-là, nous devons l'exprimer politiquement.

Toujours sur le confinement, et au fond pour les mêmes raisons, des camarades ne sont pas d'accord avec un passage du texte « Socialisme ou barbarie », et la formulation « *les mesures gouvernementales pour combattre l'épidémie sont un moyen d'embrigader la population pour l'habituer à obéir... ils sont utilisés pour préparer un avenir plus autoritaire* ».

Cette discussion a animé

presque toutes les AG. Beaucoup de camarades ont répondu en racontant comment la pandémie était utilisée par le patronat pour resserrer la discipline et avait renforcé l'autoritarisme des chefs. Certains ont parlé de leur procès-verbal pour avoir manifesté le 1^{er} mai 2020. D'autres ont rappelé comment, au nom de la reprise de l'épidémie, le ministre de l'Éducation et bien des proviseurs, qui se moquent complètement des mesures sanitaires, ont interdit aux professeurs de se rassembler pour discuter après l'assassinat de Samuel Paty. D'autres encore ont témoigné de l'état d'esprit autour d'eux, la pression des interdits et des contrôles, la peur du gendarme.

Et les choses vont vite. Il faut se rappeler quand les images du confinement à Wuhan nous sont parvenues, il y a un an, beaucoup de gens se sont dit que c'était un autre monde, qu'ici c'était impossible, que seul un régime totalitaire pouvait faire ça. Eh bien, on y avait droit trois mois plus tard et les rues de nos villes ressemblaient bien à celles de Wuhan ! Et neuf mois après, on vit encore au rythme des interdits, des attestations et des couvre-feux. Et la réalité, c'est que l'on s'y habitue !

Si certains camarades estiment que tout cela n'est que temporaire et sans conséquence, ils se trompent parce que cela s'inscrit dans une évolution bien plus globale, avec une crise économique et sociale d'une gravité inédite, avec une société qui, de fait, est de plus en plus violente : avec le terrorisme, mais aussi avec la grande délinquance, et avec une police qui est elle-même de plus en plus violente.

Cela survient dans une période où les idées réactionnaires et la demande d'autorité et d'ordre sont de plus en plus fortes, et cela pousse dans le même sens.

D'ailleurs, au moment même



Le 28 novembre dernier, place de la République à Paris.

où les camarades se demandaient si on n'exagérait pas, il y avait des manifestations massives dont une, samedi 28 novembre, a rassemblé 45 000 personnes à Paris contre la loi sécurité globale, ressentie et dénoncée comme une évolution autoritaire du pouvoir. Et tout cela s'est passé après la rédaction des textes d'orientation.

L'AUTORITARISME DU GOUVERNEMENT

Autre point de la discussion : des camarades sont choqués du parallèle que l'on fait entre la lutte contre le terrorisme et la lutte contre la pandémie. Mais c'est le gouvernement qui le fait. Macron a décrété la guerre contre le virus. Comme contre le terrorisme, il a fait appel

à l'union nationale. Il gère la crise dans un Conseil de défense et de sécurité nationale. Exactement comme à chaque attentat, le gouvernement utilise l'émotion et la peur du virus pour faire taire les voix discordantes. Et tous ceux qui ne font pas l'effort de guerre sont voués aux gémonies et là encore, les médias jouent parfaitement leur rôle de chiens de garde.

Une camarade a dit que le but du confinement et des mesures sanitaires n'était pas d'embrigader la population. Ce n'est pas le but des médecins. Mais c'est toujours le but d'un gouvernement. Le gouvernement cherche toujours à embrigader la population derrière lui, à l'attacher à sa politique et à l'ordre social bourgeois. Il se sert de tout pour ça. Et il se sert d'au-

tant plus de la lutte contre le Covid qu'il peut prétendre nous protéger et œuvrer pour le bien de tous, et que pour ça, il faut de la discipline.

Et il y va gaiement ! Tantôt c'est un couvre-feu à 21 heures, tantôt il est à 19 ou 20 heures. Tantôt c'est le confinement total, et plus personne ne sort. Pour un peu, Castex allait nous dire ce qu'il fallait manger à Noël ! Et globalement, la population a accepté, y compris les mesures aberrantes et absurdes, par discipline... Alors oui, cela installe l'idée que l'État nous veut forcément du bien et qu'il est normal de lui obéir. Cela fait partie des leviers de l'autoritarisme.

Des camarades sont beaucoup revenus sur le fait que le confinement était utile. Mais on ne peut évidemment pas mettre la lutte sanitaire à part. Elle n'est pas hors sol. Elle est décidée dans le cadre d'une société de classe, par un État et un gouvernement bourgeois. Et il ne s'arrête pas de faire de la politique quand il gère une crise sanitaire. Castex nous a dit, presque par le menu, comment il fallait passer les fêtes de fin d'année. Mais il n'a rien, absolument rien à dire aux patrons qui concentrent des centaines et des milliers de travailleurs. Les patrons, ils ne sont pas concernés. Eux font ce qu'ils veulent ! Elle est où la lutte sanitaire, là ? Eh bien, elle passe après la lutte de classe, et cette lutte de classe, non seulement elle ne s'est pas arrêtée avec le confinement mais elle s'est renforcée.

Le gouvernement veut mettre dans la tête des travailleurs que les sacrifices ont été imposés pour le bien de tous. Nous, nous avons à mettre dans leur tête que c'était pour le bien de la bourgeoisie, de son système et de son ordre social, parce que les classes dirigeantes se moquent des problèmes des travailleurs, de leur santé comme

de leur situation économique !

D'autres camarades ont pris la discussion en se demandant ce que nous aurions fait, nous, au pouvoir.

Cette question ne se pose pas, nous ne sommes pas à leur place ! La situation est le résultat de leur politique, de décennies de restrictions budgétaires dans la santé, de coupes budgétaires criminelles. Ils nous ont mis dans le pétrin. Ce que l'on sait, c'est que l'on ne sortira pas du pétrin sans les renverser. Alors la question qui se pose à nous c'est comment on les renverse !

Et dans la question des camarades, ou de ceux qui nous la posent – nous pensons aux journalistes qui adorent poser cette question – il y a l'idée qu'au pouvoir, on n'aurait pas fait mieux. Eh bien si, les travailleurs au pouvoir auraient fait mieux !

Avec un pouvoir ouvrier, il y aurait aussi eu des contraintes imposées et peut-être un confinement. Mais ces contraintes auraient été décidées et imposées par les travailleurs, pour leurs intérêts et ceux de la société, contre les intérêts de la minorité bourgeoise. Et cela changerait tout. Nous n'allons pas faire de la politique-fiction, mais le confinement avec le gîte et le couvert, aux frais de la princesse, sans le couperet du chômage... ce n'est plus le même confinement, ce n'est plus du tout la même contrainte.

Et cela changerait aussi l'efficacité de la lutte car – on le répète d'édition en édition – la gestion bourgeoise de la crise, avec la volonté de préserver les profits des grands groupes, est contradictoire, schizophrénique, inefficace. La presse a des pages entières sur les mesures de bon sens qui ne sont pas prises ; tous ici, nous en avons des exemples. Alors, les travailleurs au pouvoir auraient géré mieux, plus vite et plus efficacement les choses !

COMPLOTISME ET COMPLOTISTES

Une autre critique, toujours sur ce paragraphe, est qu'il donne des arguments aux complotistes.

Mais quand nous parlons de grand capital, de grande bourgeoisie, de financiers... cela n'alimente-t-il pas les complotistes ? Quand nous dénonçons la cupidité des Big Pharma, oui, nous risquons d'alimenter les antivaccins. Mais nous ne sommes pas les militants de la vaccination, nous sommes des militants communistes révolutionnaires. Notre travail, c'est de dénoncer l'irresponsabilité des capitalistes. Et si ce n'est pas compris, si c'est déformé, il faut s'expliquer, il faut essayer de convaincre, tout en sachant que cela ne sera possible que dans une étroite limite.

Beaucoup de travailleurs préfèrent les histoires de complots ourdis par une poignée de milliardaires tout puissants à notre analyse rationnelle du capitalisme et de l'exploitation qui les implique et les interpelle, eux. Le foisonnement de ces idées va de pair avec l'acceptation de la situation. Et nous ne pourrions pas les raisonner en assénant de belles démonstrations, car ce sont des histoires qu'ils veulent entendre et qu'ils relaient, et qui leur font croire qu'ils ne se font pas avoir.

Des camarades regrettent que le texte ne développe rien sur le complotisme. Il n'y a pas de point à part parce qu'il ne s'agit pas d'une force politique organisée. Pour l'instant, il y a très peu d'organisations, on entend parler de tout petits groupes, de réseaux avec quelques figures connues et ils recourent souvent les milieux d'extrême droite.

Au-delà des charlatans qui essayent de se trouver une clientèle, on sait que l'extrême

droite participe largement à la propagation de ces idées complotistes et il y a de fortes chances pour que ce soit l'extrême droite qui tire profit de ce poison.

Nous parlons du complottisme quand nous évoquons le recul des idées en général. À la faveur de l'épidémie, il a pris beaucoup de place dans les discussions, mais ce n'est pas non plus un phénomène nouveau. Les charlatans en ont toujours fait commerce. C'est un mélange de défiance, d'obscurantisme et d'impuissance.

Le complottisme est à mettre dans le même sac que la poussée des préjugés racistes, xénophobes ou des idées religieuses. Quant à notre démarche militante vis-à-vis des travailleurs complotistes, elle est similaire à celle que nous avons vis-à-vis des travailleurs croyants.

Pour lutter contre ce poison, comme contre les idées religieuses, on n'a qu'un levier : développer la conscience de classe, la conscience de constituer une seule et même classe aux intérêts communs, et la conscience de devoir et de pouvoir mener la guerre contre la bourgeoisie et son ordre social.

Tant qu'il n'y a pas de luttes puissantes, cette prise de conscience ne peut être que moléculaire. Il n'y a que la lutte de classe qui peut balayer ou, au moins, faire passer ces préjugés et ces idées farfelues au second plan.

Mais nous l'avons souvent dit, la nature a horreur du vide et les idées réactionnaires qui ont aujourd'hui le vent en poupe se développent sur le recul du mouvement ouvrier socialiste qui avait non seulement à cœur d'éduquer les classes laborieuses mais qui leur apportait une compréhension des événements au quotidien et des perspectives pour agir et changer la situation. Il y a de moins en moins de militants qui se battent sur ce

terrain alors qu'il y a, en face, de plus en plus de militants religieux, entre autres ; alors forcément les consciences reculent. Eh bien avec nos faibles forces, là où nous sommes, il faut occuper le terrain et tout faire pour reconstruire un parti communiste révolutionnaire.

LES MOBILISATIONS DE LA PETITE BOURGEOISIE

Pour finir, nous voulons parler de notre politique vis-à-vis des mouvements éventuels de la petite bourgeoisie. C'est une discussion que nous avons déjà eue à propos des gilets jaunes, mais elle est revenue dans différentes AG, d'abord sous l'angle « on s'est dit solidaire avec les commerçants confrontés à la fermeture administrative de leurs affaires et c'est très bien », puis avec l'idée qu'il faudrait que l'on avance une politique pour cette petite bourgeoisie.

L'édito qui a réjoui ces camarades s'exprimait sur la colère des commerçants marseillais. Il s'intitulait « Les intérêts des travailleurs doivent s'exprimer ! » et ne laissait aucune ambiguïté : avec le mot « travailleurs », on parlait des intérêts des salariés. Il se concluait avec l'idée que si, à Marseille, les gérants de cafés et restaurants s'étaient mobilisés, les ouvriers de Bridgestone ou de Smart, les salariés de la Halle ou du groupe Auchan avaient autant, si ce n'est bien plus, de raisons de le faire.

Il finissait ainsi : « *Que l'on se sente capable ou pas de faire reculer les multinationales et les licenciés, il faut crier notre révolte. Licenciés, aujourd'hui, dans cette période de crise, doit être assimilé à un crime ! La moindre des choses est de forcer les multinationales à préserver tous les emplois ! Pour travailler tous, il faut répartir le travail ! Que l'argent public serve à la création d'emplois dans les hôpi-*

taux et les Ehpad ! »

Nous nous sommes saisis d'une injustice faite à la fraction la plus pauvre de la petite bourgeoisie, injustice à laquelle de nombreux ouvriers sont sensibles parce qu'il y a de nombreux liens familiaux ou amicaux entre la classe ouvrière et cette petite bourgeoisie. Mais notre but était d'interpeller les femmes et les hommes de la classe ouvrière sur leurs propres intérêts, et c'était de s'en servir pour contester tout l'ordre bourgeois devant la classe ouvrière. Notre choix fondamental est en effet d'armer politiquement la classe ouvrière, parce qu'elle est la seule force révolutionnaire capable de renverser et de remplacer la bourgeoisie au pouvoir.

Exprimer une solidarité vis-à-vis d'un tel et d'un tel, ce n'est pas une politique. Et la plupart du temps, cela conduit au suivisme, c'est ce que nos camarades du NPA font de mieux, et cela revient presque toujours à abandonner la politique et les perspectives révolutionnaires.

La seule politique que nous avons à défendre vis-à-vis des commerçants et autres petits-bourgeois, c'est celle que nous proposons aux travailleurs pour entraîner la petite bourgeoisie derrière eux. La petite bourgeoisie n'a pas de politique propre, elle n'a pas de perspective indépendamment de la bourgeoisie ou du prolétariat.

Trotsky écrivait en septembre 1932 dans « La seule voie » : « *À l'époque [...] de l'épanouissement du capitalisme, la petite bourgeoisie, malgré de violentes explosions de mécontentement, restait avec une relative docilité dans l'attelage capitaliste. [...] Mais dans les conditions du capitalisme pourrissant, dans une situation économique sans issue, la petite bourgeoisie aspire, tente et essaye de s'arracher à la tutelle des anciens maîtres et dirigeants de*

la société. Elle est tout à fait susceptible de lier son sort à celui du prolétariat. Pour cela, une seule chose est nécessaire: il faut que la petite bourgeoisie soit persuadée de la capacité du prolétariat à engager la société sur une voie nouvelle. Le prolétariat ne peut inspirer une telle confiance que par sa force, [...] et le succès de sa politique révolutionnaire.

Mais, malheur si le parti révolutionnaire ne se montre pas à la hauteur de la situation! La lutte quotidienne du prolétariat accentue l'instabilité de la société bourgeoise. Les grèves et les troubles politiques détériorent la situation économique du pays. La petite bourgeoisie pourrait se résigner provisoirement à des privations croissantes, si son expérience prouvait que le prolétariat est capable de l'arracher à sa situation présente pour l'amener sur une nouvelle voie. Mais si le parti révolutionnaire, malgré la constante aggravation de la lutte des classes, [...], s'agite vainement, sème la confusion et se contredit lui-même, la petite bourgeoisie perd alors pa-

tience et commence à voir dans les ouvriers le responsable de ses propres malheurs.»

Plus loin, il résume: «La petite bourgeoisie peut se ranger du côté des ouvriers si elle voit en eux un nouveau maître. La petite bourgeoisie ne suivra pas un laquais! La politique du réformisme enlève au prolétariat toute possibilité de diriger les masses plébéiennes de la petite bourgeoisie et, par là même, transforme cette dernière en chair à canon du fascisme.»

C'est un problème fondamental à comprendre dans la période.

Nous ne nous désintéressons pas de la petite bourgeoisie, nous ne pensons pas qu'elle soit quantité négligeable. Elle joue dans les périodes révolutionnaires et contre-révolutionnaires un rôle fondamental. Aucune révolution prolétarienne ne peut être victorieuse si elle ne parvient pas à s'attacher la fraction la plus populaire de la petite bourgeoisie. Il faut se souvenir de la politique de Lé-

nine pour gagner la paysannerie pauvre au pouvoir bolchevique avec la politique de la terre aux paysans. Mais il n'a pu le faire que parce que la classe ouvrière était aux portes du pouvoir.

Gagner les fractions les plus révoltées de la petite bourgeoisie dépend d'abord et avant tout de l'action de la classe ouvrière, de sa combativité, de sa détermination, de son organisation et de la capacité qu'elle affiche de prendre les rênes de la société.

Nous n'en sommes pas là! Et en l'absence de réactions de la classe ouvrière, les revendications de la petite bourgeoisie, si elle se bat, seront étrangères voire contraires aux intérêts de la classe ouvrière. Beaucoup de petits patrons voient les prolétaires comme des privilégiés qui bénéficient des aides sociales, du chômage partiel... ils voient les socialistes et les communistes comme ceux qui menacent la petite propriété pour laquelle ils se battent...

Nous ne pouvons pas prétendre que la classe ouvrière se battra et sera capable d'entraîner la petite bourgeoisie, mais c'est la seule issue et c'est pour celle-là que nous militons. C'est la raison pour laquelle il faut utiliser le temps que nous avons encore avant le déclenchement des grandes tempêtes pour développer notre propagande et construire des noyaux de travailleurs dans les entreprises susceptibles de propager une politique révolutionnaire quand la classe ouvrière se lancera vraiment dans le combat.



Restaurateurs, hôteliers et gérants de discothèques se sont rassemblés sur l'esplanade des Invalides, à Paris, le 18 décembre, contre la fermeture de leurs établissements.



Interventions de groupes invités (extraits)

Nous publions ci-dessous de larges extraits des interventions des groupes invités. Nos lecteurs peuvent retrouver leurs organes de presse respectifs sur Internet (voir en quatrième de couverture, ou à partir du site de l'Union communiste internationaliste <https://www.union-communiste.org/fr>).

Combat ouvrier (Martinique et Guadeloupe)

De tous les départements français, c'est la Guadeloupe qui a été tour à tour la plus touchée en septembre et la moins touchée en octobre. En Martinique, il n'y a pas eu de pic d'alerte maximale mais, comme partout, les hôpitaux manquent de matériel et de personnel. La Martinique a été reconfinée partiellement comme l'Hexagone. Mais la tendance est aujourd'hui à la baisse.

Une « brigade » de médecins cubains est venue en Martinique du 26 juin au 9 octobre. Il aura fallu de longues démarches administratives pour cela. En Guadeloupe, pour l'instant, l'ARS et le gouvernement s'opposent à l'arrivée de ces médecins cubains. C'est à croire que le gouvernement craindrait encore, comme dans les années 1960 et 1970, une guérilla castriste.

Pas de médecins cubains donc, mais un appel officiel a été lancé aux médecins étrangers sachant parler français, aussi bien dans les hôpitaux qu'en médecine de ville, et aussi à tous les personnels soignants.

Comme dans l'Hexagone, le manque de personnel est

criant, alors qu'il y a tant de chômeurs ! Et il est scandaleux que, dans une telle situation, des infirmiers se voient refuser leur demande d'embauche, au CHU de Pointe-à-Pitre par exemple, alors même que le directeur du CHU lançait un appel à l'embauche... Sans doute se disait-il : « Pourvu que personne ne réponde. »

Pendant cette crise sanitaire, depuis le mois de mars, nous avons été confrontés aux mêmes problèmes généraux

qu'en France. À ceci près qu'il y a toujours un coefficient d'aggravation sociale aux Antilles en raison de l'importance du chômage qui y sévit. Le taux oscille toujours entre 25 % et 30 %.

Ce qui aggrave aussi la crise sanitaire aux Antilles, c'est que l'épidémie de Covid-19 se double d'une épidémie de dengue, une maladie sévère qui a causé plusieurs morts. Mais la tendance à la baisse de cette épidémie se confirme aussi depuis quelques jours.



Service de réanimation du CHU de Pointe-à-Pitre, le 27 septembre 2020 : sur 36 lits, 33 étaient occupés.

Autre facteur d'aggravation de la situation : les pannes d'eau courante, surtout en Guadeloupe. En plein Covid, quand le lavage fréquent des mains est essentiel, ces coupures sont scandaleuses. Elles provoquent la fermeture soudaine d'écoles, et une angoisse accrue de la population des quartiers. Et quand l'eau coule, elle est insalubre. On y retrouve du mercure, du chlordécone, ou des souillures diverses. Encore la semaine dernière, dans la commune de Gourbeyre, les habitants ont été privés d'eau car les taux de chlordécone étaient trop élevés.

Beaucoup de gens achètent maintenant de l'eau minérale, ce qui équivaut à payer une taxe supplémentaire sur l'eau.

Les plus pauvres boivent l'eau courante quand il y en a, malgré les conséquences néfastes pour leur santé.

Beaucoup de gens refusent de payer pour l'eau courante – enfin, de moins en moins courante – et ils ont bien raison.

La raison principale des coupures d'eau est l'extrême vétusté du réseau. Nous l'avons déjà évoquée à un précédent congrès, mais le problème n'est pas réglé. 60 % de l'eau est perdue du fait de milliers de fuites. Il y a bien des tentatives de réparation mais c'est mettre des

rustines. Un surpresseur neuf fait parfois des trous dans les tuyaux. En réalité, il faudrait refaire tout le réseau. Le coût se chiffre à un milliard environ, que l'État refuse d'engager. En Martinique, la situation est moins grave, malgré des problèmes d'acheminement de l'eau dans le centre et le sud de l'île pour une histoire de terrain privé.

Concernant la crise sanitaire, comme en France, le gouvernement et le patronat l'utilisent contre les travailleurs et en faveur du grand patronat.

Sur les 100 milliards d'euros du plan de relance du gouvernement, seul un petit milliard et demi a été attribué aux outre-mers.

En y ajoutant les divers montants d'argent public attribués aux outre-mers depuis le début de la crise, le montant injecté s'élève à 5,5 milliards.

Sur ces 5,5 milliards, il faut compter :

- 425 millions au titre de l'aide aux entreprises pour le chômage partiel,

- 456 millions de charges fiscales et sociales reportées des entreprises,

- 333 millions issus du fonds de solidarité aux entreprises,

- 2,6 milliards de garanties accordées par l'État pour des

prêts aux entreprises, les PGE (prêt garanti par l'État).

Au total 3,8 milliards pour les entreprises. Et c'est surtout le grand capital qui en profite.

Le groupe de Bernard Hayot (groupe GBH), le plus riche béké des Antilles et de la Caraïbe, a obtenu un prêt garanti par l'État de 115 millions d'euros. Il n'en avait pas besoin mais a profité de l'aubaine. Et c'est le cas pour beaucoup de capitalistes.

Sur les 2,43 milliards du budget du ministère des outre-mers pour 2021, 66 %, soit 1,6 milliard, financera la compensation des exonérations de cotisations sociales patronales auprès de la Sécurité sociale.

Beaucoup d'argent donc de l'État pour le grand patronat. La population n'a que les miettes. Les travailleurs sont victimes de baisses de salaire et de licenciements.

Le patronat reçoit aussi beaucoup d'argent des collectivités locales. Il aura suffi que le patronat menace de bloquer toute la Guadeloupe pour que le conseil régional verse 30 millions d'aides d'urgence. Et un plan de relance régional de 500 millions a été voté pour lui.

En Martinique, la Collectivité territoriale, la CTM a décidé de donner – il s'agit bien de donner – 80 % de leur chiffre d'affaires aux entreprises pour le mois de novembre et 50 millions en tout pour faire face à l'urgence.

Certes des petits artisans, de tout petits patrons, profiteront de ces aides. Mais ce sont les plus grosses entreprises qui en profiteront le plus.

LA CRISE FRAPPE DUREMENT LES TRAVAILLEURS ET LES CLASSES POPULAIRES

Sur l'ensemble des deux îles, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 7 540, soit



Du fait du mauvais état du réseau, l'eau est contingentée. Ici en mai 2020.

8 %, entre le premier et le deuxième semestre 2020, sur une population d'environ 740 000 personnes. La précarité et la pauvreté augmentent en flèche.

On comptait au deuxième trimestre 670 licenciements. Rapporté à l'Hexagone, ce chiffre serait environ de 61 000. De ce point de vue, oui, il doit y avoir égalité sociale entre métropole et outre-mer.

Déjà en temps normal, 23,5 % de la population totale des deux îles perçoivent le RSA. Ce qui est considérable. Depuis le premier confinement, 6 900 personnes supplémentaires se sont inscrites au RSA. En Guadeloupe, 1 000 personnes supplémentaires s'y ajoutent chaque mois. D'ailleurs, les départements d'outre-mer viennent en tête des départements en proportion de personnes couvertes par le revenu de solidarité active.

Face à cette situation, il n'y a pas, ou pas encore de luttes offensives des travailleurs. Mais il y a des grèves qui montrent qu'une minorité de travailleurs ne désarme pas et garde le moral.

LES LUTTES

Quatre grèves récentes ont été victorieuses. Celle des éboueurs de Martinique, fin octobre, et de la société Nicollin à Basse-Terre en Guadeloupe. Les employés du Crédit agricole en Guadeloupe aussi ont gagné pour l'instant leur lutte contre les heures supplémentaires et la suppression de certains congés que voulait leur imposer la direction. Dans le secteur de la banane, sur l'habitation Case Paul en Martinique, la grève fut également victorieuse et une bonne partie des jours de grève a été payée.

Par ailleurs, dans les deux îles, les agents hospitaliers, durement frappés par la crise sanitaire, ont montré leur mécontentement de différentes

manières, par des réclamations à la direction ou par des grèves. À l'hôpital de Trinité en Martinique, les agents ont fait grève pour réclamer le respect de l'engagement de reconstruction de cet hôpital, les ambulanciers du centre hospitalier universitaire de Martinique (le CHUM) ont aussi déclenché un mouvement, ainsi que ceux d'un centre de santé polyvalent.

En Guadeloupe, au CHU et dans le service de radiologie, les agents hospitaliers se sont mis en grève en octobre. Grâce à cette mobilisation, ils ont obtenu que onze manipulateurs radio soient titularisés sur les quinze contractuels du service.

La colère gronde dans les services hospitaliers et particulièrement aux urgences. Et tout dernièrement la colère a doublé car la direction a fermé le service d'urgence cardiologique du CHU de Guadeloupe, privant de ces urgences au moins 2 000 personnes cardiaques recensées.

Il y eut aussi la grève des commerciaux de chez Peugeot en Martinique, après le licenciement d'un des leurs.

En Guadeloupe, les travailleurs d'Antilles sûreté ont effectué 54 jours de grève. Il s'agit des agents de sûreté de l'aéroport, qui vérifient les bagages cabine à l'entrée des salles de départ. Ces travailleurs ont dû reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction. Mais la tête haute et très fiers de leur grève et de leur expérience de lutte, très fiers aussi de leur comité de grève élu.

Le 4 novembre, des agents municipaux de Sainte-Rose se sont mis en grève pour dénoncer le retard de paiement de leur salaire.

Sur les plantations de bananes, les ouvriers, déjà durement exploités en temps normal, voient leurs conditions de travail encore plus dégradées depuis l'épidémie. Dans les hangars de conditionnement

de la banane, il est impossible de maintenir les distances sociales et le masque est inadapté aux efforts physiques intenses des ouvriers. Les planteurs exigent aussi que les salariés travaillent plus longtemps sans payer les heures supplémentaires : par exemple une journée de travail peut commencer à 6 heures pour finir à 17 heures. Sur les plantations, des groupes d'ouvriers, qui n'ont pas perdu leur combativité depuis leur grande lutte de 2017, s'organisent pour résister face aux gros planteurs.

Ces gros planteurs en revanche ont obtenu de Bruxelles le maintien de leurs subventions du « programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité » (POSEI), l'outil de mise à disposition d'aides européennes et nationales au secteur agricole pour toutes les régions ultra-périphériques de l'Europe (RUP). Pour les gros planteurs, cela représente des millions chaque année.

Une autre grève a été déclenchée en Martinique sur l'habitation Bamaryl, au François, propriété du groupe béké Bernard Hayot, contre des sanctions infligées à trois travailleurs.

Quant au scandale du chlorodécone, il a fait l'actualité en continu.

Les protestations contre l'empoisonnement des îles par ce pesticide se poursuivent et prennent de l'ampleur, surtout en Martinique. Le 7 novembre dernier un grand rassemblement antichlorodécone eut lieu à Fort-de-France. Il était organisé par le lyannaj pou dépolyé Matinik, « alliance pour dépolluer la Martinique ». Une autre manifestation s'est déroulée à Trinité la semaine dernière.

Combat ouvrier fut à l'initiative de trois meetings et d'une manifestation après l'assassinat de George Floyd, auxquels se sont jointes d'autres organisations. Des centaines de personnes y ont participé.

Concernant les élections municipales, cette année, nous avons constitué trois listes : à Fort-de-France, aux Abymes et à Capesterre-Belle-Eau. À Fort-de-France, où la camarade tête de liste était une ouvrière agricole de la banane, nous avons obtenu 215 voix et 1,49 %. Aux Abymes, 2 347 voix et 1,40 % ; à Capesterre, 431 voix et 6,40 %. À Capesterre, des ouvriers de la banane constituaient la liste. Ils ont pris la campagne en main du début jusqu'au dépouillement et furent assesseurs et délégués dans tous les bureaux de vote de la commune. Ils ont aussi organisé un repas de soutien pour faire face aux dépenses électorales.

Nous nous présenterons aussi aux élections régionales et départementales prochaines.

On note par ailleurs une petite réapparition de groupes et organisations nationalistes qui font un peu reparler d'eux. Et, chose inhabituelle, la presse officielle leur consacre parfois des encarts. Un film sur l'un des fondateurs du mouvement nationaliste de Guadeloupe a été projeté à la télé officielle à deux ou trois reprises. Plusieurs militants nationalistes en vue furent interviewés à l'occasion de la mort d'un militant activiste des années 1980.

En Martinique, les jeunes activistes nationalistes se sont signalés par le déboulonnage de statues. Ils commencèrent par Victor Schoelcher et cela fit grand bruit. Nous avons diffusé largement un texte pour donner notre point de vue de communistes révolutionnaires sur cette action, sous le titre : *Mauvais geste, saine colère*.

On appelle ces jeunes activistes les « rouge-vert-noir », du nom des couleurs du drapeau indépendantiste. Ils continuent à occuper des supermarchés appartenant à des békés pour protester contre l'empoisonnement des terres au chlordécone. Ils réclament aussi des



JEAN-MARCE TIFER/France Antilles Martinique

En Martinique, plusieurs statues ont été déboulonnées. Après celles de Victor Schoelcher, celle de Pierre Belain d'Esnameuc, colonisateur de l'île en 1635, est abattue le 26 juillet dernier à Fort-de-France.

indemnisations par l'État et les békés responsables de ce désastre écologique et sanitaire. C'est dans le cadre de leurs actions de protestation que le jeune Kéziah Nuissier a été battu par les gendarmes et a été victime d'insultes racistes. Le 9 novembre dernier, son procès a été reporté au mois de mars sur la demande de ses avocats. Une manifestation de 300 personnes en soutien à Kéziah a été organisée ce jour-là aux abords du palais de justice de Fort-de-France. Nous y avons participé.

Ces jeunes sont liés peu ou prou à une organisation nationaliste indépendantiste, le PKLS (Parti communiste pour l'indépendance et le socialisme) issu, il y a longtemps, d'une scission du Parti communiste martiniquais.

Pour l'instant, en Martinique comme en Guadeloupe, ces petits groupes nationalistes ne génèrent ni large approbation ni rejet de la population.

Le fait nouveau est qu'ils ont un peu plus aujourd'hui les honneurs de la presse officielle, c'est-à-dire du quotidien local France-Antilles et de la télé officielle, Guadeloupe Première et Martinique Première. C'est un changement notable. Quelle en est l'explication ? Difficile à dire. Peut-être ne font-ils plus peur du fait de leur faiblesse,

leur modération et leur peu d'influence dans la population ; peut-être les idées d'autonomie ou d'indépendance ne sont-elles plus l'épouvantail qu'elles étaient, peut-être y a-t-il entre les milieux nationalistes et ceux du pouvoir des tentatives de rapprochement, peut-être aussi tout simplement les journalistes n'avaient-ils pas grand-chose à se mettre sous la dent. Ou peut-être est-ce tout cela à la fois. L'avenir le dira.

C'est une raison de plus pour notre petit groupe de continuer à propager les idées communistes révolutionnaires parmi les travailleurs, et les classes populaires. C'est dans ce sens que nous avons organisé une conférence de presse le 7 novembre dernier et diffusé largement un tract sur nos positions en tant que communistes révolutionnaires par rapport à la situation générale mais aussi par rapport aux nationalistes. D'autant que les périodes de confinement, reconfinement et autres restrictions ont limité nos apparitions publiques depuis le premier tour des élections municipales. Une longue interview de notre camarade Jean-Marie Gabriel qui conduira la liste CO aux régionales a été publiée dans France-Antilles.

Nos jeunes camarades ont organisé leur prochaine réu-

nion publique à l'université sur le thème suivant : Guadeloupe-Martinique, quelle so-

lution : nationalisme ou communisme révolutionnaire ? Nous distribuons depuis une

semaine un tract massivement dans les deux îles sur nos positions générales.

Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR, Haïti)

Depuis la pandémie de Covid-19, aucun vol français ne se pose sur le sol haïtien sauf lorsqu'il s'agit de jeter hors de la Guadeloupe des travailleurs sans-papiers. Il y a dix jours, un avion fut spécialement affrété à cet effet.

La pandémie de Covid-19 n'a pas fait autant de dégâts en Haïti qu'aux Amériques ni même qu'en Europe, malgré les modèles qui prédisaient des scènes d'apocalypse pour les classes populaires, avec des centaines de milliers de morts, des millions de personnes infectées. En effet, vu leurs conditions de vie dans les bidonvilles, faites de malnutrition, d'insalubrité et de promiscuité, et vu la grande virulence du Covid, ces populations auraient eu du mal à se protéger en observant les gestes de prévention et d'hygiène. Avec la banqueroute du système sanitaire, elles n'auraient pas eu non plus d'endroit où se soigner. Haïti n'est pas un pays très touristique et donc, avec officiellement moins de 10 000 personnes infectées et 232 morts, ce pays de 12 millions d'habitants s'en sort relativement bien.

Cependant, si le Covid a été plus ou moins clément jusqu'à présent, on ne peut pas en dire autant des classes riches, des grands commerçants, des patrons qui ont surtout vu dans cette période une opportunité pour s'enrichir davantage.

Et c'est évidemment la classe ouvrière et les masses populaires qui ont payé le plus lourd tribut à cette pandémie.

Dès l'annonce des premiers cas de Covid-19 et la mise en place de l'état d'urgence sanitaire au mois de mars 2020, tous les prix ont explosé. Ceux des

produits de première nécessité, du transport en commun, du gazole, alors qu'en application de l'état d'urgence, le gouvernement avait fermé les portes de toutes les entreprises, dont celles de la sous-traitance, qui regroupent plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers, ainsi que des établissements scolaires, des églises, et certains marchés publics. De plus, les restrictions au déplacement d'une ville à une autre ont empêché ceux qui le voulaient de fuir la ville pour se ravitailler auprès de leur famille à la campagne. Le ralentissement des activités économiques, sans aucune mesure d'accompagnement, son impact sur la vie de la population dont une grande partie vit au jour le jour dans les rues, a été comme un arrêt de mort.

Du jour au lendemain, des milliers de travailleurs se sont retrouvés au chômage, sans aucun moyen de subsistance. La baisse des transferts d'argent de la diaspora (les émigrés) vers Haïti, une source essentielle de vie, a eu des effets désastreux sur la vie déjà précaire des travailleurs.

Cela a conduit à quelques manifestations de mécontentement pour dénoncer les classes riches, les politiciens, le gouvernement, ceux qui, retranchés dans leurs belles villas, congélateurs et réfrigérateurs bien remplis, pouvaient, sans souci, inviter les masses populaires à se confiner chez elles dans l'enfer des ghettos, le ventre creux. Dans ces manifestations on pouvait entendre : « On préfère mourir du Covid que de faim » !

Il y a eu une mobilisation de petites marchandes qui ont dressé des barricades pour pro-

tester contre les maires qui, sous prétexte d'assainissement, brûlaient les marchés et les quelques biens dont elles disposaient.

Si, malgré tout, le gouvernement appelait au respect des gestes barrières et à la distanciation sociale, il a pris la décision, sous la pression des patrons, de rouvrir les usines deux semaines seulement après le début de la pandémie, alors que les premiers cas de la maladie commençaient à se multiplier. Pour l'opinion publique, le gouvernement et l'association des patrons indiquaient avoir pris toutes les mesures d'hygiène nécessaires pour protéger la santé des travailleurs. Mais en réalité rien n'a été fait. Que ce soit dans les transports en commun – les tap-tap, ces camionnettes de huit places dans lesquelles on s'entasse à vingt – ou devant les usines de sous-traitance, devant le parc industriel, les ouvriers se serrent toujours dans la même promiscuité.

Le travail reprenait avec l'assentiment des ouvriers qui avaient déjà perdu leur quinzaine. À l'intérieur des usines, qui sont des hangars sans aération, sans eau, sans savon, aucune mesure de distanciation n'existe, à part le port d'un masque aux qualités douteuses que les patrons exigeaient ; et la cantine des travailleurs est toujours au bord des rues, dans la poussière et dans la boue.

En accompagnement des travailleurs face aux difficultés financières, le gouvernement a pris quelques mesures démagogiques comme la promesse de payer le chômage partiel aux ouvriers de la sous-traitance et de distribuer 1 500 gourdes, soit 18 euros, aux trois millions



Réouverture de l'usine textile Fairway Apparel S.A. en mai dernier, à Port-au-Prince.

d'Haïtiens les plus pauvres. Seules quelques centaines de travailleurs ont reçu la moitié de la paye d'une quinzaine de jours de travail, et moins de 5 % des trois millions ont reçu les 18 euros. Une seule fois.

Cela dit, ce n'est plus la pandémie qui fait l'actualité mais la crise politique et l'insécurité due à la prolifération des gangs armés. La population sombre sous les coups d'une alliance entre le pouvoir et des bandes armées. Sûrs de leur impunité, conscients d'être les bras armés du régime, ces gangs armés multiplient les actes criminels contre la population : braquages, vols à main armée, kidnapping contre rançon, exécutions sommaires. C'est à visage découvert qu'ils opèrent dans la capitale et dans les principales villes du pays. Ils terrorisent la population pour éteindre les mobilisations qui avaient commencé il y a deux ans avec l'affaire du détournement de fonds PetroCaribe.

Un rapport du département du Trésor des États-Unis révèle que l'un des plus grands massacres, survenu le 13 novembre 2018 à La Saline, un bidonville de la capitale, fut l'œuvre du représentant départemental du président Jovenel Moïse ; que la planification et l'organisation

de la tuerie furent faites par le directeur général du ministre de l'Intérieur, et son exécution menée avec l'aide des bandes armées par Jimmy Chérisier, un ancien de la police nationale haïtienne devenu l'un des principaux chefs de gang de la capitale.

Ces représentants du pouvoir fournissent les armes à feu, des véhicules et des uniformes aux membres des gangs. Chérisier organise aujourd'hui les tueries dans tous les quartiers populaires de Port-au-Prince. Réputé pour brûler ses victimes, il est surnommé Barbecue. Il est à la tête d'une alliance des neuf principaux gangs de la capitale, qui s'est baptisée G9, et reçoit plus d'argent, d'armes et de protection politique que la police nationale. Le G9 parade dans les rues, kidnappe, tue, viole, menace... Personne n'est épargné.

À l'approche des élections présidentielles la course à l'armement s'intensifie. Ces groupes armés représentent l'instrument de pression privilégié pour influencer le vote dans les quartiers populaires et pour réduire au silence les opposants.

Le 19 juillet dernier, au cours d'une rencontre avec des leaders communautaires au Palais

national, Jovenel Moïse a lâché tout de go : « Personne ne pourra nous reprendre le pouvoir. Jamais. Ils ne le pourront pas, quelle que soit l'élection organisée dans le pays. » Il projette de changer la Constitution. Depuis janvier 2020, il n'y a plus de Parlement ni d'élections. Jovenel Moïse gouverne par décret.

Pour couronner le tout, il vient de publier un décret portant sur la création de l'Agence nationale d'intelligence (ANI), un service secret présidentiel qui a les pleins pouvoirs pour perquisitionner et arrêter. Dans les faits, il s'agit d'une milice comme celle des Tontons Macoutes sous Duvalier. Encore une arme forgée contre les classes pauvres, contre tous les opposants au pouvoir, et surtout la porte ouverte à un régime dictatorial.

Prenant naissance avec la complicité du pouvoir mais aussi des politiciens de l'opposition, ces groupes mafieux et criminels, recrutés parmi les plus pauvres, les jeunes désœuvrés et affamés, sont un véritable danger pour la classe ouvrière et les masses populaires.

Nous essayons dans nos discussions avec les travailleurs et nos contacts dans les quartiers, de montrer que ce sont leurs initiatives et leurs luttes qui peuvent mettre hors d'état de nuire ces bandes de malfrats. Face à ces bandes qui s'en prennent aux personnes isolées et désarmées, enfants, femmes, vieillards, nous militons pour que se dresse la lutte consciente et organisée de la population. Nous prenons en exemple toutes les initiatives prises, même les plus petites, pour faire face à l'horreur ; comme ces ouvriers qui se regroupent pour aller au travail, les parents qui se regroupent pour emmener les enfants à l'école pour éviter les kidnappings ; toutes les initiatives de résistance où les agresseurs ont su mettre des bandits hors d'état de nuire. Ce fut le



Jovenel Moïse.



Commemoration, en mai 2019, du massacre du 13 novembre 2018, perpétré par des gangs proches du pouvoir, dans le quartier de la Saline à Port-au-Prince, pour terroriser la population.

cas à Jérémie, une ville dans le sud du pays où les habitants ont décidé, le 2 décembre dernier, de veiller toute la nuit en manifestant pour faire changer la peur de camp. La participation a été massive et les riverains ont crié victoire. À Carrefour, la population armée de piques et de machettes a résisté pendant trois jours à un groupe de gangsters et les a fait reculer.

Venons-en à la classe ouvrière, toujours la première à payer les différentes crises du système d'exploitation. Au plus fort de la pandémie, alors que le gouvernement appelait les gens à rester chez eux, les travailleurs furent contraints, sous peine de mourir de faim, de se livrer au virus dans les transports en commun, dans les usines. D'autres, malgré leur besoin de travailler, étaient licenciés sous prétexte que, les frontières étant fermées, il n'y avait plus de boulot pour eux.

Depuis la reprise, c'est la baisse de la valeur du dollar par rapport à la monnaie nationale, la gourde, qui est invoquée pour justifier les plans de licenciement et les baisses de salaire.

Il y a environ deux mois, la gourde s'est appréciée d'environ 50 % par rapport au dollar, passant en six semaines de 125 à 62 gourdes pour 1 dollar.

Les travailleurs et les classes pauvres en général s'attendaient à une baisse considérable des prix des produits de première nécessité et à une baisse du coût de la vie. Dans le commerce et les services, à part quelques denrées alimentaires, les prix sont restés les mêmes, voire ont augmenté à l'image des produits pétroliers dont les prix en dollars ont presque doublé. Cela entraîna une nouvelle augmentation du prix des transports.

Devant cette montée de la gourde, les patrons des usines de la sous-traitance ont sorti leurs griffes, dénonçant la dévaluation du dollar, monnaie dans laquelle ils reçoivent le montant de leurs commandes alors qu'ils sont habitués à payer les ouvriers en gourdes sans valeur.

Ils sont donc montés au créneau, menaçant de licencier des dizaines de milliers de travailleurs ou de fermer leurs usines si le gouvernement ne prenait pas les mesures nécessaires pour ramener le dollar à son ancien cours. Certains imposent aux travailleurs de choisir entre diminution de leur salaire et licenciement ; d'autres procèdent à des licenciements purs et simples.

Cédant au chantage des patrons, le président a annoncé

que l'État est prêt à payer à leur place une partie des salaires des travailleurs du secteur de la sous-traitance. Les ouvriers se demandent comment un État qui ne paye pas ses employés peut trouver des millions de gourdes pour payer les ouvriers, ils n'y croient pas du tout.

Dans certaines usines, des patrons ont dû reculer sur la baisse des salaires devant la colère des travailleurs. En dépit de la morosité de la situation générale, les travailleurs n'ont pas tout à fait baissé les bras. Ça et là, ils sont entrés en lutte pour dénoncer leur exploitation et défendre leurs droits, tant dans l'administration publique que dans le secteur privé, notamment celui de la sous-traitance. Ils ont organisé de nombreux arrêts de travail, des grèves pour de meilleures conditions de travail et aujourd'hui pour refuser la baisse de leur salaire, la baisse du temps de pause et le paiement des heures supplémentaires.

Une de ces grèves mérite quelques mots. Elle s'est déroulée sur une période de trois mois depuis juillet, c'est une première, dans une usine de sous-traitance où nous diffusons un bulletin depuis une vingtaine d'années. Les travailleurs en grève protestaient

contre le fait que leur patron prélève sur leur salaire une prime d'assurance santé mais garde cet argent sans le transmettre à la centrale. Si bien que lorsque les travailleurs se présentent à l'hôpital, ils sont chassés. Quand ils contestent on leur répond que le patron n'a pas payé l'assurance. La mort d'un ouvrier suite à un refus de dialyse, puis la mort d'une ouvrière avec son bébé dans le ventre faute de soins furent la goutte d'eau qui fit déborder le vase. L'enterrement de l'ouvrière se transforma en manifestation et la grève se déclara dans une usine appartenant à ce patron.

Pendant trois mois, les travailleurs qui réclamaient le remboursement des sommes

indûment prélevées ont appris, avec leur comité de grève, à organiser un piquet de grève, à occuper une usine, à faire des collectes, à discuter avec la police, à parler à la radio, et à se soutenir les uns les autres pour résister aux manœuvres dilatoires du patron et de ses sous-fifres. Ils ont appris à se réunir régulièrement pour poser les problèmes que soulève la tenue de la grève. Ce fut une formidable expérience, même si dans l'ensemble, les travailleurs n'ont pas eu le résultat escompté face au patron (promesse de 10 % de remboursement et promesse de versement des cotisations à la centrale). Malgré la révocation de presque tout le comité de grève, tous sont

sortis regonflés après la grève.

Une autre grève a opposé les travailleurs de trois entreprises appartenant à ce même patron. Près de 800 ouvriers ont été licenciés sans préavis et sans indemnités de licenciement. Ils se sont bagarrés de septembre à décembre jusqu'à l'obtention du préavis et de leurs indemnités devant un bureau de conciliation et d'arbitrage relevant de l'État. Ces bagarres ont bien entendu remonté le moral des camarades. Nous popularisons autant que faire se peut ces petites victoires et nous nous appuyons dessus pour indiquer la voie et demander aux travailleurs des autres entreprises d'emboîter le pas pour ne pas se laisser piétiner.

Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (Côte d'Ivoire)

La situation politique actuelle en Côte d'Ivoire découle de l'élection présidentielle qui a eu lieu à la fin du mois d'octobre. Malgré les dix ans passés au pouvoir et son âge avancé, Ouattara a brigué un troisième mandat dont la légalité est contestée par son opposition.

Ce pays compte trois principaux partis politiques historiques qui ont pour base trois groupes ethniques. Autour d'eux s'adjoignent de petits partis ayant leur propre base ethnique. Les trois principaux partis sont de force à peu près égale. Les transfuges ne manquent pas, des alliances se nouent et se dénouent au gré des intérêts et du rapport de force du moment.

Comme à leur habitude, les politiciens au pouvoir et ceux de l'opposition ont joué sur l'ethnisme et la xénophobie pour mobiliser leurs troupes. L'histoire se répète tous les cinq ans depuis la mort de Houphouët-Boigny en 1993.

Ouattara n'a peut-être rien

à craindre du côté de son opposition et des forces armées, mais son pouvoir pourrait être déstabilisé par des conflits fonciers sur un fond d'ethnisme et de xénophobie, notamment à l'ouest, le long de la frontière libérienne. Dans cette région, la tension est grande. Les spoliations et les violences perpétrées depuis une vingtaine d'années par des bandes armées ont contribué à envenimer la situation. C'est une poudrière que les dirigeants de l'opposition pourraient embraser.

Vue de l'occident, la Côte d'Ivoire passe pour un des rares pays de cette région d'Afrique dont l'économie est relativement florissante, un pays en pleine construction, etc. Ça, c'est la vue côté jardin, du point de vue de la bourgeoisie. Effectivement, même la ville d'Abidjan a complètement changé ces dix dernières années, avec ses grandes artères, ses restaurants luxueux, ses centres commerciaux, ses immeubles aux façades dorées, etc. Les riches

vivent dans une opulence affichée et visible de tous.

Mais côté cour, du point de vue des populations pauvres, c'est une tout autre réalité. Leurs conditions d'existence ne cessent de se dégrader d'année en année. Même au cœur de la capitale économique, la pauvreté et la misère continuent de s'aggraver. Au chômage de masse s'ajoutent toutes sortes d'injustices que les populations pauvres subissent : opérations de « déguerpissement » de quartiers entiers, destructions d'étalages de petits vendeurs, etc. Du côté des travailleurs, il y a les bas salaires et la précarité alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter et grignote le peu qu'ils gagnent. Un signe ne trompe pas, c'est l'abondance de petits vendeurs de rues, d'enfants de travailleurs qui courent entre les voitures pour nettoyer leurs vitres le soir après l'école et le week-end, de petits écoliers cireurs de chaussures, etc.

Dans les quartiers, devant

chaque maison il y a des étals. Tout le monde vend quelque chose. Il y a encore trente ans, il n'y avait rien de tout cela à Abidjan.

Dans les entreprises, les conditions de travail sont souvent infernales. Les patrons imposent une cadence extrême et certains travailleurs ne tiennent pas plus de quelques mois. Le salaire couvre de moins en moins les besoins des familles ouvrières. Après les heures de travail à l'usine, il faut se débrouiller pour compléter son revenu : vendre de petites choses, oranges ou beignets, laver et repasser le linge des gens du quartier, etc. On se débrouille comme on peut pour ne pas crever de faim même quand on a déjà un travail.

Les pauvres vivent dans leurs quartiers, toutes ethnies et nationalités confondues, sans problèmes de cohabitation.

Mais dans ce contexte d'aggravation générale de la misère, les dirigeants politiques soufflent sur le feu de l'ethnisme et de la xénophobie. Et il n'en faut pas beaucoup pour que le feu se ravive. C'est ainsi que s'étaient produits dans un passé récent des massacres à Abobo et à Yopougon, deux communes populaires du district d'Abidjan, par des miliciens armés.

La crainte d'un nouvel embrasement à caractère ethnique et xénophobe était bien réelle et les habitants des quartiers pauvres l'ont ressentie comme telle.

Des habitants ont commencé à déménager de leur quartier pour rentrer au village car ils ne se sentaient plus en sécurité à cause de leur ethnie considérée comme hostile à Ouattara et favorable à Gbagbo.

Nous étions les seuls à défendre un point de vue de classe et nous nous sommes exprimés en sortant un papier s'adressant aux travailleurs de

toutes les ethnies et de toutes les nationalités.

Ce sont les politiciens accrochés au pouvoir ou ceux qui veulent y parvenir qui jouent sur la fibre ethnique. Mais il faut aussi comprendre que l'ethnisme n'est qu'un aspect d'un problème plus vaste. Il y a le sous-développement, le problème foncier, la misère, les cicatrices des massacres passés, etc.

C'est dans ce contexte que s'est déroulée l'élection présidentielle. L'opposition ayant appelé au boycott, l'élection n'a pas pu se tenir normalement dans de nombreuses régions. Les résultats communiqués par la commission électorale indépendante ont été complètement truqués, et le taux de participation gonflé.

Officiellement, il y a eu moins d'une centaine de morts, contre des milliers de morts et des dizaines de milliers de réfugiés lors des crises précédentes de 2000, 2004 et 2010.

Aussitôt après la proclamation des résultats, les principaux partis d'opposition regroupés au sein d'une plateforme ont mis en place le Conseil national de transition (CNT), une sorte de gouvernement bis en opposition au gouvernement officiel. Le CNT a aussitôt appelé à la désobéissance civile, mais cette annonce a eu pour seul effet

des massacres interethniques dans plusieurs villes de l'intérieur. À Abidjan, ce furent surtout des véhicules calcinés, dont plusieurs bus.

Depuis lors, sous la pression de l'impérialisme, Ouattara et Bédié, les deux principaux leaders, se sont rencontrés en l'absence de l'ancien président Gbagbo, toujours en exil à Bruxelles.

Le CNT a fait long feu. Pour autant, rien n'est réglé ; les négociations sont ouvertes. L'opposition demande une nouvelle Constitution, un gouvernement provisoire, de nouvelles élections, etc. En somme, le départ de Ouattara, qui ne l'entend pas de cette oreille.

L'opposition a, en fait, montré toute son impuissance face au pouvoir en place.

Rappelons que le pays était resté coupé en deux, entre Nord et Sud, durant une dizaine d'années, suite à une rébellion armée. Ouattara lui-même fut porté ensuite au pouvoir avec le soutien de cette même rébellion et des forces armées françaises.

En dix ans de pouvoir, Ouattara a eu le temps de fortifier son régime. Il a renforcé son emprise sur les forces de l'ordre par l'intégration de nouvelles recrues, notamment des nordistes, dans l'armée, la police, la gendarmerie, la douane. Il a créé un climat délétère au sein



Au bureau de vote du groupe scolaire William Ponty, à Yopougon (Abidjan), quelques instants avant la fermeture, le 31 octobre 2020.

de tous ces appareils puis favorisé ce qu'il a qualifié de « départs volontaires » en payant à ces « volontaires » environ vingt mille euros chacun. Il a aussi démantelé les forces rebelles qui s'étaient installées au Nord durant une dizaine d'années. Pour cela, il a d'abord intégré l'état-major de la rébellion au sein de l'armée officielle. Quelques-uns ont été propulsés au rang de capitaine et même de colonel. Les rares officiers ont été bombardés généraux, puis poussés à la retraite.

Un de ces anciens soldats de la rébellion, peut-être simple caporal à l'origine, est aujourd'hui préfet de région et avant tout grand homme d'affaires. Ils sont quelques-uns de

son acabit à brasser aujourd'hui des milliards grâce à leur accès aux bureaux très haut placés des ministères. Ils obtiennent des contrats juteux dans les projets d'électrification rurale, d'accès à l'eau des villages, etc.

Durant ses dix ans de pouvoir, Ouattara a aussi démantelé des milliers d'ex-miliciens armés de Soro Guillaume, en usant de la force quand cela était nécessaire. Il avait d'autant moins de mal à le faire que tous deux sont originaires du Nord.

Le noyautage des forces armées par des gens favorables à Ouattara, sélectionnés le plus souvent sur des bases ethniques, a permis de réduire les forces de Bédié, de Gbagbo et de

Soro Guillaume à néant au sein de ces forces. Le parti de Bédié a aussi été délesté de plusieurs de ses caciques, intégrés au pouvoir actuel. Quant au FPI, le parti de Gbagbo, il s'est scindé en deux morceaux.

À part aboyer et s'emparer d'arguments ethnistes et xénophobes, l'opposition n'a pas d'armes pour l'instant.

Ouattara est donc au pouvoir, plus fort que jamais, tant que les populations pauvres ne se révoltent pas. Mais cette cocotte-minute sociale pourrait aussi exploser et donner du fil à retordre aux tenants du pouvoir et aux capitalistes qui continuent de faire des fortunes au milieu de cet océan de misère.



Ouattara s'est entouré de forces armées bien équipées, ici en octobre dernier.

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix : 1,20 €.

Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris, des réunions du Cercle Léon Trotsky, lors desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT. Prix : 2 €.

Les dernières conférences :

États-Unis : après des élections en temps de crise
(n° 163, 14 novembre 2020)

Algérie : révolte contre le système politique et aspirations sociales
(n° 161, 18 octobre 2019)

Le capitalisme, un système économique à l'agonie, un ordre social à renverser
(n° 159, 22 février 2019)

L'industrie pharmaceutique soumise à la rapacité des capitalistes
(n° 158, 19 janvier 2019)

Le monde paysan, l'alimentation et la planète sous la dictature du capital
(n° 157, 17 novembre 2018)

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail national : www.lutte-ouvriere.org

Brochures et livres

Les dernières publications



Contre le grand capital, le camp des travailleurs
Meeting de la campagne européenne de Lutte ouvrière, à la Mutualité, 10 mai 2019.
1 €.



Mai-juin 1968 - Souvenirs de militants ouvriers
Publié à l'occasion du cinquantième de la grève générale de 1968.
544 pages, 18 €.

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes. Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

Dernières parutions

Une vie de militant ouvrier communiste révolutionnaire

Pierre Bois
Prix public : 15 € TTC

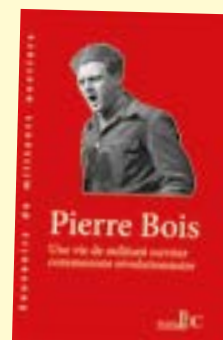
Une industrialisation à pas de tortue
France 1789-1914

de Alain Lecaie
Collection Éclairage n° 19
Prix public : 8,20 € TTC

Le grand flot

de Daniel Hénard
Prix public : 15 € TTC

Cours nouveau de Léon Trotsky
Prix public : 8 € TTC



AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX http://www.uatci.org

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 € Correspondance: Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN -

ALLEMAGNE http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd Correspondance: BP 54, rue de la Clef 7000 MONS - BELGIQUE http://www.lutte-ouvriere.be et http://www.arbeidersstrijd.be

ESPAGNE



Correspondance: boletinvozobrera@yahoo.es APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA - ESPAGNE http://www.vozobrera.org



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique six mois: 13 \$ - un an: 26 \$ Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA http://www.the-spark.net



Revue trimestrielle publiée par The Spark Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique, un an (4 numéros): 16 \$ Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste Prix: 1,20 € Abonnements: France - DOM TOM, six mois: 20 €; un an: 40 € Autres pays, par avion, sous pli fermé: nous consulter Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel Abonnement: écrire à la boîte postale http://www.w-fight.org contact e-mail: contact@w-fight.org



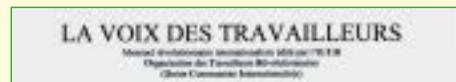
Trimestriel publié par Workers'Fight BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE Abonnement 1 an: GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € - Pli ouvert: 23 € Guadeloupe: Combat ouvrier - Philippe Anaïs 1111 Rés. Matélie, l'Aiguille - 97128 GOYAVE Martinique: Combat Ouvrier - Louis Maugée BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX http://www.combat-ouvrier.net

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI) BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO - ITALIE Abonnement 1 an: 12 € http://www.linternazionale.it - contact e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe) Mensuel trotskyste Correspondance: BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE http://www.sinifmucadelesi.net